

Deuxième jour du Bac

L'épreuve de mathématiques déstresse les candidats

Page 4

Le programme quinquennal 2010/2014 fini à 96%

Le ministre se veut rassurant

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3278 - Mardi 3 juin 2014 - Prix : 10 DA

Ouverture à Paris
du procès de l'ancien homme d'affaires

Khalifa accusé de banqueroute et détournement de fonds

Page 5



Soltani n'ira pas aux consultations de Ouyahia

Le MSP échappe à une nouvelle crise

Lire page 3

L'immense stress des parents des candidats

Par Sid Ali Ouzerrouk

657 000 candidats au Bac, dont plus de 60% de candidates, et le double de parents et de proches focalisés sur cette immense phase de transition sociale que cette épreuve constitue en Algérie. C'est soit près de 10% des Algériens qui ont le cœur et la tête fortement penchés sur un examen scolaire dont le nom d'épreuve n'a jamais été aussi vrai. Il est pourtant évident que le Bac ne prépare pas forcément à de brillantes études, ni n'aboutit à un diplôme universitaire qui ouvre la porte à une grande carrière. D'où peut bien venir cette angoisse qui saisit parents et élèves devant ce seuil ? La quête d'une promotion sociale est certainement un élément important dans le désir de voir ses enfants réussir un examen dont la valeur symbolique est très forte, même si elle ne correspond pas du tout à la réalité des faits. Il est vrai que le taux de réussite est plutôt moyen à faible. Ce qui constitue un grand ressort dans le désir de réussir. Mais cela n'est pas tout. Il faudra certainement chercher plus loin, peut-être dans le fait que ce palier de la progression scolaire installe le candidat quasiment dans le champ sacré de la connaissance savante. Cette transition est plus forte dans une culture où le savoir est dispensé dans des langues étrangères, comme c'est le cas chez nous.

Suite en page 3

Manque de mécanismes d'application et de suivi

Le plan d'action critiqué par les députés

Les députés ont relevé des lacunes, notamment la non présentation par le Premier ministre de la déclaration de politique générale du gouvernement, conformément à l'article 84 de la Constitution.

Lire page 2



Ph > E. Soraya/J. A.

Partenariat algéro-américain

Les USA à l'assaut des opportunités d'investissement

Page 3



Un film bouleversant sur un formidable retour à la vie

«De rouille et d'os» projeté à Alger

Page 3

Manque de mécanismes d'application et de suivi

Le plan d'action critiqué par les députés

■ Les députés ont relevé des lacunes, notamment la non présentation par le Premier ministre de la déclaration de politique générale du gouvernement, conformément à l'article 84 de la Constitution.



Par Yazid M.

L'examen du plan d'action du gouvernement présenté dimanche par le Premier ministre

Abdelmalek Sellal continue d'alimenter les débats à l'Assemblée populaire nationale, en rupture de travaux depuis deux mois. Donnant du grain à moudre aux députés, ce plan alimente la

polémique en ce qui concerne certains points, notamment l'exploitation du gaz de schiste. Des députés ont exprimé leurs préoccupations quant à l'application du plan d'action du gouvernement qu'ils ont jugé global, mais manquant de mécanismes d'application et de suivi sur le terrain. Lors de la première séance de l'examen du plan d'action du gouvernement présenté dimanche par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, les députés ont estimé que ce programme touchait à tous les secteurs, mais «manquait» de mécanismes d'application et de suivi. Ils ont par ailleurs souligné la nécessité d'accorder un intérêt particulier à la formation des ressources humaines, en tant que facteur essentiel dans le développement de tout Etat. Selon un député du FLN, l'économie nationale n'a

pas atteint l'objectif escompté, appelant à accélérer le processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC en vue d'acquiescer la technologie. Les députés se sont interrogés, par ailleurs, sur l'importance de ce projet, alors que le Premier ministre n'a pas présenté la déclaration de politique générale du gouvernement précédent, conformément à l'article 84 de la Constitution. Ils ont éga-

lement déploré l'absence de chiffres dans ce projet. La déclaration de politique générale devrait aider, ont-ils précisé, à connaître le taux d'avancement de certains projets programmés. Ils ont, à ce propos, demandé au Premier ministre des explications concernant l'absence de dates pour la réalisation des projets.

Y. M.

Omar Allilat, député RND

«Le plan d'action est extraordinaire, il faut juste l'exploiter»

Omar Allilat, député du Rassemblement national démocratique (RND), approuve entièrement le contenu du Plan d'action du gouvernement, présenté avant-hier par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Sans détour et sans gêne, il applaudit la démarche du Premier ministre. «J'approuve entièrement ce plan d'action et soutiens à 99% la démarche du Premier ministre. J'ai juste des petites remarques par rapport à la manière de faire. La démarche est bonne», affirmé le député Allilat. A la question portant sur l'exploitation du gaz de schiste, incluse dans ce plan d'action, notre interlocuteur a estimé qu'«il est tout à fait normal que l'Algérie se dirige vers l'exploitation de cette énergie de substitution». «On dit que c'est le plan environnemental, l'exploitation du gaz de schiste cause des problèmes, mais rien n'est prouvé. D'ici là, le jour où l'Algérie exploitera ce gaz, la technicité se sera améliorée. Le gaz de schiste est une opportunité de substitution. Nous ne crachons pas sur l'avenir. Gouverner c'est prévoir», a expliqué Omar Allilat. Ce dernier a souligné que chaque pays a sa politique énergétique, précisant qu'il n'y a pas de raison de s'y opposer du moment que rien n'est prouvé encore sur les inconvénients supposés sur l'environnement pouvant découler de l'exploitation du gaz de schiste. «Les experts eux-mêmes ont des avis partagés. Quant à la position de l'opposition, celle-ci s'oppose pour s'opposer...», a-t-il encore soutenu. «L'essentiel, poursuit-il, c'est de mettre tous les atouts de notre coté pour assurer un meilleur quotidien au citoyen».

Propos recueillis par Y. M.



Ph/Mehdi B.J. A.

Filali Ghouini, député du mouvement El-Islah «Nous n'approuvons pas ce plan en l'absence de déclaration politique générale»



Filali Ghouini, député du mouvement El-Islah, n'approuve pas le plan d'action du gouvernement, présenté avant-hier devant

le Parlement. Usant d'un argumentaire convaincant, notre interlocuteur estime que la vraie question réside dans la déclaration de politique générale. «Où est la déclaration de politique générale du gouvernement?», s'interroge Filali Ghouini. Le Parlement, dit-il, a adopté en 2012 le plan d'action du gouvernement dont peu de choses ont été réalisées, beaucoup d'autres promesses du Premier ministre n'ont pas encore été concrétisées. «Tant que la déclaration de politique générale n'est pas encore présentée, c'est la politique du "je fais ce que je veux" qui règne toujours. Les autres institutions (Parlement, ndlr) ne sont sollicitées que pour plébisciter. Le Parlement est censé exercer son rôle de supervision sur le gouvernement mais... nous refusons qu'on décide à la place du peuple que nous représentons au sein de cette Assemblée. Tant que la déclaration de politique n'est pas présentée, nous n'allons pas appuyer, encore moins cautionner ce plan d'action», a estimé notre interlocuteur. Concernant le gaz de schiste, Ghouini dit que la position de son mouvement est claire. «C'est une question nationale qui concerne tous les Algériens. Le gaz de schiste affecte négativement la nappe phréatique en plus des coûts élevés nécessaires à son exploration», a-t-il expliqué.

Y. M.

Abderrahmane Benkhalfa à propos du plan d'action du gouvernement

«L'économie productive n'apparaît pas»

«Les questions de dysfonctionnement de l'organisation de l'économie nationale n'apparaissent pas dans ce grand document du destin de l'Algérie. L'économie productive n'apparaît pas très fortement dans ce document du gouvernement». C'est en tout cas ce qu'a relevé hier Abderrahmane Benkhalfa, ancien délégué général de l'ABEF sur la Radio nationale Chaîne III, dans une lecture économique du plan d'action du gouvernement présenté devant le Parlement avant-hier par Abdelmalek Sellal. Le Parlement a en effet devant lui un grand et consistant document qui retraçant une vision du développement de l'Algérie pour les cinq années à venir, estimera l'expert financier et ancien délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) commentant le plan d'action présenté avant-hier par le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Ledit plan expliquera-t-il comporte des enjeux politiques, sociaux et économiques et retrace à travers des chiffres une synthèse de la croissance du pays. Aussi, l'on constate que l'Algérie est un grand pays en construction pour qui l'Etat prend une part importante, la dépense publique est à la base soutenue par les revenus pétroliers. Toutefois, soulignera l'ex-délégué général de l'ABEF, «en projection de l'Algérie de 2019, l'investissement seul ne suffit pas». Et pour cause étaiera-t-il, «le relais des acteurs de marché doit être pris et la croissance doit être l'œuvre non seulement de l'Etat mais aussi des entreprises, des investisseurs, des

promoteurs...». Et de conclure à ce propos que «l'économie productive n'apparaît pas très fortement dans ce document du gouvernement». Aussi, selon lui, le gouvernement ne dit pas que fait-on de l'investissement? Des flux de capitaux? De la gouvernance économique? Où en est la politique de réindustrialisation? Que fait-on de l'organisation des marchés complètement en déstructuration à l'instar du marché du foncier et des marchés financiers? Que fait-on de l'organisation de l'économie? Quelle est la place des compétences nationales? Autant d'interrogations pour lesquelles le gouvernement ne donne pas de réponses dans son plan d'action, ce qui fera dire à l'expert financier que le double objectif de réaliser une croissance à 7% et un taux de chômage à 8% «c'est bon, mais comment on va y arriver?». «Quel va en être le coût? Et de considérer que «la partie politique et sociale» du plan de l'Exécutif est «bien tracée» mais celle «économique est en décalage par rapport au destin de l'Algérie de 2019».

«Le rôle de l'entreprise n'apparaît nulle part»

Revenant sur l'objectif du gouvernement de réaliser une croissance de 7% à travers l'investissement public, l'expert financier estimera qu'«il y a deux choses qui n'apparaissent pas dans ce programme: quels sont les acteurs de la croissance? Quelle est la place de l'entreprise? Les citoyens

apparaissent très bien dans ce plan d'action du gouvernement, mais l'entreprise n'apparaît nulle part». Le deuxième élément absent dans le programme du gouvernement présenté avant-hier par le Premier ministre, est celui de «la doctrine économique de l'Algérie». Jusqu'à présent c'est l'Etat qui tire la croissance, mais que font les acteurs du marché. «Nous avons donc besoin de faire cet équilibre dans le programme entre les objectifs macroéconomiques et les instruments microéconomiques». Dans ce contexte, l'expert financier reviendra à la charge pour déplorer «le caractère administratif des instruments de développement de l'Etat tel que l'ANDI». Et d'affirmer à ce sujet l'impossibilité de réaliser les chiffres tracés en matière de croissance si ne s'opèrent des changements sur ces instruments de développement.

Pas de croissance à 7% sans des changements dans la gouvernance économique...

Aussi sur le rôle des partenaires économiques dans la dynamisation et le développement économique du pays, l'ancien délégué général de l'ABEF estimera que ces derniers doivent certes participer au dialogue avec les pouvoirs publics, mais ils doivent surtout participer au développement des tissus d'entreprises. Et souligner dans ce contexte que «90% des entreprises existantes emploient moins de dix personnes.

On ne peut faire un taux de croissance de 7% avec seulement 200 entreprises viables, d'un niveau élevé». D'où l'impératif d'une part, pour les partenaires économiques de prendre part dans la sphère réelle au développement, d'autre part, de changer le regard de l'Etat. Selon M. Benkhalfa, «l'Etat doit être un Etat régulateur pas investisseur seulement puisque plus de 90% de l'investissement est le fait de l'Etat (dépenses publiques)». Et enfin, «la gouvernance du secteur public doit être revue en large parce que notre économie est encore faite de secteur public, les entreprises et les banques doivent changer complètement de mode de gouvernance» faute de quoi, avertira-t-il «elles seront en face d'une concurrence qu'elles ne pourront pas maîtriser». Et de poursuivre que la diversification économique du pays devra impérativement passer par «une rénovation de l'administration, notamment locale, une rénovation du tissu d'entreprises, régler le problème de l'investissement particulièrement étranger ainsi que les flux de capitaux et enfin, mettre fin à la dualité économique (formelle et informelle) et celle du dinar à deux valeurs». «Tous ces éléments qui créent un strabisme divergeant dans l'économie doivent être traités», estimera-t-il. Sur la décision du gouvernement d'exploiter dans les années à venir le gaz de schiste, l'ancien délégué de l'ABEF estimera qu'«il faut faire confiance aux instruments de l'Etat qui dans la prise de décisions à long terme ne s'est jamais trompé».

Lynda N.B.

Soltani n'ira pas aux consultations de Ouyahia

Le MSP échappe à une nouvelle crise

■ Si par le passé, la direction du MSP n'a pu empêcher des cadres du parti de siéger au gouvernement, cette fois-ci, le parti a anticipé sur une nouvelle crise à cause de l'invitation adressée par Ouyahia à Bouguerra Soltani.

Ph/E. Soraya/J. A.



Par Nacera Chennafi

Rencontré hier en marge du débat autour du plan d'action du gouvernement au niveau de l'Assemblée populaire nationale, Naamane Laaouar, membre du bureau politique du parti et du madjlis echoura, nous a indiqué que la non-participation de Bouguerra Soltani, ex-président du Mouvement de la société pour la paix aux consultations autour de la révision de la Constitution est «définitive».

Dans une déclaration au *Jour d'Algérie* sur l'ampleur qu'aurait pris la participation de Soltani aux consultations menées par Ahmed Ouyahia sur la Constitution, notre interlocuteur ne cache pas les graves conséquences qu'aurait pu engendrer

une telle participation. «Il s'agit de l'ex-président du parti, sa participation aurait engagé le parti d'une manière ou d'une autre alors que le MSP a décidé de ne pas participer au dialogue sur la Constitution», dira M.Laouar.

Selon ce député de l'Alliance verte, Soltani a décidé de ne pas participer à ces consultations avant de relever que s'il avait «accepté l'invitation d'Ouyahia, il en aurait assumé les conséquences». Ainsi, on ne sait pas si la direction du MSP aurait menacé Soltani de suspension s'il avait répondu oui à l'invitation de la Présidence, sachant qu'il a été invité en qualité de personnalité nationale.

Dans un communiqué rendu public, dimanche dernier, Soltani annonce sa non-participation : «Je remercie encore une fois les parties qui m'ont adressé l'invita-

tion, parmi les personnalités nationales, et je m'excuse de ne pouvoir y participer pour gâcher l'occasion à ceux qui cherchent à justifier leurs échecs en utilisant les positions des autres».

Soltani ne manque pas d'évoquer la polémique née autour de sa participation ou non aux consultations autour de la révision de la Constitution en affirmant : «L'unité du mouvement est une ligne rouge» avant d'ajouter : «notre culture politique n'admet pas de faire la différence entre la qualité de personnalité nationale et la qualité d'un dirigeant au sein du parti».

Enfin, il expliquera que les «décisions du bureau national sont exécutoires mais peuvent être soumises à une révision et une discussion».

Il est à noter qu'initialement, Soltani aurait été motivé pour

participer aux consultations autour de la révision de la Constitution, mais l'absence d'une bénédiction de la part de la direction du parti a faussé ses calculs. Avec cette décision, le parti du défunt Nahnah a échappé à une nouvelle crise qui aurait pu secouer le parti.

Il est à noter qu'au temps de Bouguerra Soltani, la direction du MSP n'a pas pu empêché, l'ex-ministre du Commerce, Mustapha Benbada et l'actuel ministre des Transports, Amar Ghoul de continuer d'être membre du gouvernement alors que les instances du parti avaient voté pour le retrait de l'Exécutif.

Ainsi, la participation de Benbada a été considérée comme une participation individuelle qui n'engage pas le parti, alors que Amar Ghoul a lancé son propre parti appelé «Taj» qui a causé le départ de plusieurs cadres du parti. Il est à noter que le MSP est membre de la Coordination des libertés et de la transition démocratique. Sa composante avait boycotté les présidentielles du 17 avril dernier et refuse de participer aux consultations autour de la révision de la Constitution. Cette coordination prépare sa conférence nationale sur la transition démocratique, prévue pour le 10 juin au Hilton. Interrogé sur les participants, Naamane Laaouar a expliqué que son parti participe aux côtés des autres partis (RCD, Djil Djaidj, Al Adala) et l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour en plus d'autres «noms» sans les citer.

Dans ce cadre, les députés de l'Alliance verte ont profité de l'occasion du débat autour du plan d'action du gouvernement à la chambre basse du Parlement pour critiquer le lancement des consultations autour de la Constitution appelant à un consensus national avant d'aller à une Constitution «consensuelle».

N. C.

Profils

L'immense stress des parents des candidats

suite de la page une

Le savoir est en effet inscrit dans des langues qui sont énormément loin de celles qui structurent les échanges ordinaires. Toutefois, la scolarisation massive et l'augmentation des taux d'alphabétisme ont largement relativisé cet aspect. C'est alors que la quête se complique et se fait plus élitiste encore. Pour une bonne partie des parents et candidats, le seuil symbolique se double d'une grande aspiration sociale plus pragmatique. C'est dès lors que les parents aspirent à un Bac «plus», option qui répond autant aux satisfactions symboliques qu'aux calculs prosaïques du retour sur investissement. Ce qui est visé et attendu, c'est la mention et la super moyenne. Les grandes écoles sont plus sélectives et les filières à bons débouchés sont très courtisées. Derrière la sur-enchère, on sent le désir de reproduction des classes moyennes. S'il y a bien longtemps le Bac était un ascenseur social par excellence, aujourd'hui il cristallise le rêve des parents qui veulent que leurs enfants leur succèdent dans les cabinets de médecins, les officines de pharmaciens et les études de notaires. Cela explique-t-il cette grande angoisse qui traverse une grande partie de la société algérienne ? Peut-être pas tout à fait. Ce qui semble pourtant clair c'est que cette semaine cristallise parfaitement cette schizophrénie sociale qui fait que bon nombre d'Algériens sont en même temps tétanisés par l'incertitude sur le présent et le futur et totalement à la recherche de solutions rapides, efficaces et en prise sur une gestion du quotidien, fut-il aussi important que celui de l'avenir des enfants.

S. A. O.

Partenariat algéro-américain

Les USA à l'assaut des opportunités d'investissement

En visite en Algérie à l'occasion de la 47^e Foire internationale d'Alger (FIA), le secrétaire américain à l'Energie a fait part des potentialités d'investissement en Algérie. Il a estimé que la FIA est une occasion qui développera davantage la coopération entre les deux pays. En sa qualité d'Eldorado pour l'investisseur étranger, l'Algérie accueille les USA en invité d'honneur pour la 47^e Foire internationale et signe plusieurs accords de partenariat en dehors des hydrocarbures. Si le partenariat économique entre les deux pays est dominé par les hydrocarbures, avec un volume de 70 compagnies américaines sur un total des 147 activant en Algérie, ce taux sera revu à la baisse au regard des accords signés et conclus touchant plusieurs autres secteurs. C'est en tout cas, ce qui a été déclaré par les autorités des deux pays à l'occasion de la 47^e Foire internationale d'Alger ayant pris

fin hier à Alger. Le choix des Etats-Unis comme invité d'honneur, a été une grande opportunité pour aider les compagnies américaines à découvrir le marché algérien et les possibilités d'investissement, selon les exposants et les participants. Exposants et responsables américains présents à la FIA ont exprimé leur satisfaction de leur participation à la Foire qui a permis, selon eux, d'identifier d'autres créneaux de coopération hors hydrocarbures, a indiqué à l'APS le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhoun. «Il s'agit d'une rencontre très fructueuse car il y a eu énormément de prises de contacts entre des entreprises algériennes et américaines, publiques ou privées, dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire, ou encore le bâtiment», a précisé M. Chikhoun. Dans le domaine pharmaceutique, en plus des

accords déjà signés en marge de ce rendez-vous économique, plusieurs accords d'entente seront signés incessamment, selon ce responsable. Une compagnie américaine compte ouvrir une usine en Algérie en partenariat avec des Algériens pour fabriquer des dispositifs et équipements médicaux, a-t-il révélé sans donner plus de détails. La FIA a été aussi l'occasion pour annoncer la signature de deux accords d'entente dans ce domaine entre les autorités algériennes et les firmes américaines. Après les hydrocarbures et le pharmaceutique, l'agriculture vient en troisième position en termes de partenariats. Il a été convenu, à cet effet, d'organiser en octobre prochain des visites en Californie au profit des agriculteurs algériens afin de bénéficier de l'expérience de cette région, classée première puissance agricole des Etats-Unis. L'objectif essentiel de cette visi-

te est de pouvoir introduire les nouvelles technologies dans la gestion et la production agricole en Algérie. Elle vise également de conclure des partenariats, notamment dans l'industrie du lait. Dans le secteur du bâtiment, la majorité des professionnels américains sont favorables à des partenariats «durables» avec les opérateurs algériens, surtout que le pays a un «ambitieux» programme de logements, a ajouté M. Chikhoun. Pour sa part, le secrétaire américain à l'Energie M. Moniz a indiqué aussi avoir évoqué avec le président de la République l'avenir de l'énergie nucléaire, des énergies renouvelables, la question de l'efficacité énergétique et les possibilités actuelles qui pourraient être adaptées à l'Algérie pour assurer la fiabilité du réseau électrique, notamment en période estivale où la demande est très forte.

Yasmine Ayadi

Deuxième jour du Bac

L'épreuve de mathématiques déstresse les candidats

■ Ceux qui passent l'examen pour la première fois ont avoué qu'après le stress et l'émotion du premier jour, les épreuves étaient abordées avec plus de sérénité. Ils ont eu toutefois à composer dans une matière difficile puisqu'il s'agit des mathématiques.

Par Meriem Benchaouia

Les choses sérieuses ont commencé depuis hier pour les candidats au baccalauréat avec les mathématiques dont le coefficient est 5 pour les scientifiques. Premiers signes de soulagement des candidats au terme du deuxième jour des épreuves. Ceux qui passent l'examen pour la première fois ont avoué qu'après le stress et l'émotion du premier jour, les épreuves étaient abordées avec plus de sérénité. Ils ont eu toutefois à composer dans une matière difficile puis-

Urbanisme à Constantine Réhabilitation de plus de 400 immeubles

UN PROGRAMME de réhabilitation de 434 immeubles à usage d'habitation, situés dans plusieurs quartiers de la ville de Constantine, sera lancé «dans les tout prochains jours», a-t-on appris hier auprès de la direction du logement. Les travaux à entreprendre porteront notamment sur la réfection des toitures et de l'étanchéité des terrasses, le ravalement des façades et la consolidation des cages d'escaliers, a-t-on souligné de même source, précisant que cette action sera menée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

L'étude technique relative à la réhabilitation de ces immeubles est «finalisée», selon la même source qui a souligné «l'impact de ce projet dans l'amélioration de l'image de la ville et des conditions de vie des citoyens».

Les constructions ciblées par cette opération sont situées dans le centre-ville de Constantine ou dans son environnement immédiat, a-t-on encore indiqué, mettant l'accent sur «l'importance de l'implication des habitants en vue d'une meilleure exécution de ce chantier».

Le financement de cette opération sera assuré «en grande partie» par l'Etat, la participation des citoyens concernés devant être «symbolique et étudiée», a-t-on également indiqué à la direction du logement.

Une vaste opération de relogement des façades des commerces implantés en plein centre de Constantine est actuellement en cours d'étude pour être lancée «incessamment» en prévision de la manifestation culturelle que la ville de Constantine abritera l'année prochaine, a-t-on conclu.

Ghani Y.

qu'il s'agit des mathématiques. «Le sujet était très abordable», selon des lycéens rencontrés à la sortie des centres d'examen. «Carrément à la portée de tous», affirment d'autres. D'ailleurs, aux environs de midi et alors que les centres d'examen étaient déjà désertés par les élèves, la plupart d'entre eux étaient toujours regroupés dehors et commentaient le sujet de la matinée. Pour les candidats de la filière scientifique, le ton était à la rigolade. «Nous espérons seulement que la correction sera à la hauteur de nos attentes. Il est de coutume de voir que quand les sujets sont abordables, la correction est très sévère», affirme Amine. Même son de cloche chez Amel, qui ne manquera pas de signaler que, l'épreuve de math passée, le moment est venu de se libérer du stress généré par une année scolaire éprouvante et des révisions fastidieuses. «Aujourd'hui, nous sommes en plein dedans. Maintenant, il faut affronter les autres épreuves et se mettre à espérer un succès», affirme-t-elle. «Nous sommes contraints de miser sur ces matières qui comptent considérablement dans notre filière, pour pouvoir décrocher le Bac avec mention et opter pour la spécialité de notre choix», espèrent certains candidats. Par ailleurs, les élèves de la filière gestion ont eu du mal à aborder cette matière sensible. «Nous pensions que le ton était donné hier et que le reste des sujets seraient aussi



Ph/Le Jour

faciles que ceux du premier jour. Nous devons maintenant nous rattraper avec les autres matières», précisent des gestionnaires. De son côté, la ministre de l'Education nationale avait affirmé, dans une déclaration à la presse, que le succès «récompensera les élèves studieux et persévérants durant toute l'année scolaire». Concernant les recalés, M^{me} Benghebrat dira qu'«il n'y a pas uniquement l'enseignement supérieur, les recalés pourront tenter leur chance une deuxième fois ou se diriger vers la formation et l'enseignement

professionnels». La nouvelle responsable de l'Education nationale a souligné que «la tutelle a assuré tous les moyens pour garantir le bon déroulement de l'examen à travers tous les centres du pays». Afin d'éviter de revivre les scènes de fraudes massives qui ont émaillé le Bac 2013, 103 000 surveillants ont été mobilisés pour la session 2014, cela en plus de 5 000 observateurs et 12 500 assistants de surveillance. Une enveloppe de 450 milliards de centimes a été dérogée par le ministère de l'Education nationale

pour cette opération «commando». Cette édition qui concernera 653 000 élèves est donc sous haute surveillance ! En ce qui concerne la correction, elle sera assurée par 47 000 professeurs. A l'instar des années précédentes, le ministère de l'Education nationale a maintenu les mêmes mesures, en consacrant deux sujets au choix pour chaque matière et une demi-heure supplémentaire par rapport à l'horaire réglementaire fixé. Les résultats du baccalauréat seront annoncés le 6 juillet prochain. M.B.

Le programme quinquennal 2010/2014 fini à 96%

Le ministre se veut rassurant



Ph/E. Soraya/J.A.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que le programme de logements inscrit dans le cadre du programme quinquennal actuel (2010/2014) est lancé à un taux de 96%. «Nous sommes actuellement à 96% du quinquennal qui est lancé et nous terminerons l'année avec 85% du quinquennal réceptionné», a souligné le ministre en

margin des débats autour du plan d'action du gouvernement présenté auparavant par le Premier ministre Abdelmalek Sellal devant l'Assemblée populaire nationale (APN). Le ministre a ajouté que les logements inscrits dans le présent quinquennal seront totalement lancés à «100% d'ici au mois de juillet». «Il y a actuellement 171 000 logements sociaux locatifs disponibles et terminés et il y a 63 000 logements en pré-affectation, soit un taux qui dépasse 70 à 75%», a-t-il ajouté. En ce qui concerne la distribution des logements, le ministre a indiqué que «le président de la République a ordonné que ce soit fait avant le mois de ramadhan pour les logements terminés».

En ce qui concerne le prochain plan quinquennal, le ministre a indiqué que son département s'attèle à préparer ce programme, notamment sur le plan financier ajoutant qu'une short-list nationale composée d'entreprises qui seront appelées à prendre en charge la réalisation des projets inscrits sera établie «dans deux mois». Evoquant justement l'outil national de réalisation, M. Tebboune a affirmé que la capacité nationale de réalisation est actuellement de 250 000 logements par an et «je compte la porter à fin 2015 à 400 000 logements/an» appelant les entreprises nationales à renforcer leurs moyens matériels pour gagner en capacités

de réalisation. La consistance du programme actuel de logements, toutes formules confondues, est de plus de 2,2 millions d'unités dont 1,2 sont en cours de réalisation.

Pour 2014, 300 000 logements seront réceptionnés et 600 000 lancés en travaux, selon le plan d'action du gouvernement. Rappelons que 1,2 million de logements avaient été promis pour le quinquennat 2010-2014. D'après les informations du ministère rapportées par l'APS, «693 000 unités ont été réceptionnées dans le cadre des programmes du plan quinquennal 2010-2014».

Soit juste un peu plus de la moitié du nombre de logements prévus pour le plan quinquennal 2010-2014. Et le ministère de l'Habitat a annoncé la construction de 1,6 million de logements pour le quinquennat 2015-2019, à une semaine de la fin de la campagne électorale. Alors que 650 000 autres sont en cours de réalisation cette année. Parmi ces 1,6 million de nouveaux logements, on compte notamment 817 logements publics locatifs (LPL), 724 000 logements ruraux, 255 000 logements promotionnels aidés (LPA), 86 000 logements de type location-vente (AADL) et 15 000 logements promotionnels publics (LPP), selon les données rapportées par l'APS.

Ahcene Hadjam

Ouverture à Paris du procès de l'ancien homme d'affaires

Khalifa accusé de banqueroute et détournement de fonds

■ Sur les douze prévenus dans cette affaire, neuf étaient présents à l'ouverture du procès qui s'étalera jusqu'au 21 juin prochain, le principal accusé, Rafik Khalifa, étant déjà incarcéré depuis décembre 2013 en Algérie pour une affaire similaire, suite à son extradition par les autorités britanniques.

Par Ammar D.

Le procès de l'ancien homme d'affaires algérien Abdelmoumène Rafik Khalifa, poursuivi ainsi que dix autres prévenus pour notamment «banqueroute» et «détournement de fonds» s'est ouvert lundi au tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine), a-t-on constaté. Sur les douze prévenus dans cette affaire, neuf étaient présents à l'ouverture du procès qui s'étalera jusqu'au 21 juin prochain, le principal accusé, Rafik Khalifa, étant déjà incarcéré depuis décembre 2013 en Algérie pour affaire similaire, suite à son extradition par les autorités britanniques. Un cas d'empêchement pour maladie d'un des prévenus et le décès d'un autre ont en effet réduit le nombre des accusés présents à neuf dont un notaire, des anciens représentants du Groupe Khalifa en France ainsi qu'un constructeur et équipementier aéronautique. Certains parmi les accusés ont été déjà condamnés en mars 2007 par le tribunal criminel de Blida à des peines de prison. Dans son réquisitoire, la présidente du tribunal, M^e Fabienne Siredey-Garnier, a fait un rappel des faits, affirmant que trois parquets français en étaient saisis au départ, avant d'en confier la compétence au tribunal de Grande instan-



ce de Nanterre, ville où les principales activités du Groupe Khalifa en France étaient domiciliées. Tout en évoquant une «fulgurante» et «surprenante» montée de «l'empire économique-financier» de l'ancien milliardaire algérien en quelques années en France, elle a indiqué que deux

instructions judiciaires ont été ouvertes dans cette affaire suite à de «sérieux signalements» de dysfonctionnements dans les différentes sociétés du Groupe Khalifa. La présidente du tribunal a cité notamment des «soupçons de blanchiment» d'argent par le Groupe, surtout à travers les acti-

ités de Khalifa Airways et d'Antinea Airlines (filiale) en France, ainsi que le signalement anonyme du «non-paiement» des salariés de Rent Car, l'autre filiale de location de voitures du Groupe Khalifa. Elle a signalé, à cette occasion, qu'excepté Krg Pharma – dont la principale ani-

matrice n'est autre que l'ex-épouse de Rafik Khalifa (Nadia Amirouchen) présente à l'audience – toutes les autres entités ayant appartenu au Groupe mis en cause ont été «mises en liquidation». Dans l'après-midi, le tribunal devait commencer à auditionner les accusés dans cette affaire. Les plaidoiries des parties civiles interviendront le 16 juin. Rafik Khalifa, qui sera jugé par défaut lors de ce procès, a déjà été condamné en 2007 en Algérie par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité pour association de malfaiteurs et faillite frauduleuse. Mais la Cour suprême algérienne a cassé en 2012 cette condamnation et il doit être de nouveau jugé dans son pays. Le procès de Nanterre a été renvoyé une première fois en septembre 2013 car la défense avait soulevé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) sur le délai raisonnable rejetée par la Cour de cassation. Selon M^e Jean-Yves Le Borgne, avocat d'un des prévenus, il poserait aussi des questions de compétence, la compagnie aérienne Khalifa Airways et El Khalifa Location de voitures étant certes immatriculées au tribunal de commerce de Nanterre, mais ce sont des sociétés de droit algérien.

A. D./APS

Université

Rencontre Entreprises-Salon de l'emploi

La rencontre autour du triptyque université-entreprises-salon de l'emploi va se tenir les 4 et 5 du mois courant. Cette rencontre va être inaugurée par une conférence sur l'employabilité de demain. Le rendez-vous réunira le monde universitaire et le monde de l'emploi: les entreprises et les dispositifs de recrutement et de création d'emploi et d'entreprises. Il va se matérialiser par un salon de l'emploi et des ateliers professionnels et de réflexion autour de plusieurs thèmes. Les trois ateliers qui seront mis en œuvre ces deux jours vont tourner précisément sur «les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle: bilan et recommandations, professionnalisation des formations: quels

outils et enfin un atelier sur le rapprochement université- monde professionnel: besoins et plan d'action». Ces espaces de réflexion et de débat vont être animés par un nombre d'intervenants dont des responsables des dispositifs d'aide à l'emploi et de création d'entreprises comme l'Ansej, Angem, Anem, Bleu, CCI, etc. des chefs d'entreprise, doyens et vice- doyens de plusieurs facultés de l'université de Béjaïa, directeurs de laboratoires de recherche, responsables des filières et spécialistes en la matière. Des communications vont être dispensées aussi au sein de ces ateliers. Une synthèse sera élaborée à la fin de la rencontre, laquelle sortira avec de pertinentes recommandations. Un bilan sera dres-

sé par les organisateurs et participants sur le salon de l'emploi va être dressé aussi à la fin où on assistera à la signature de conventions entre les différentes parties sur la formation et la recherche. Le rendez-vous va être caractérisé aussi par trois espaces, à savoir celui des stands des entreprises et des structures de l'université, le second sera lié à l'initiation des étudiants aux techniques de rédaction de CV et des lettres de motivation, simulation des entretiens d'embauche par les entreprises et un espace étudiants: communication par affiches des idées innovantes et la création d'entreprises. Le dernier espace sera consacré à la sécurité routière et à la culture. H. Cherfa

Matériaux de construction

Hausse de la production

La production des matériaux de construction a enregistré une légère hausse (+0,3%) en 2013, après des baisses consécutives constatées depuis 2008, et ce, jusqu'au premier trimestre de l'année dernière, selon l'Office national des statistiques (ONS). La production des matériaux de construction a connu, après cinq ans de recul, un rebondissement aux 2^e et 3^e trimestres 2013 avec respectivement 6,2% et 7,8% pour reculer au 4^e trimestre à -4,8% et enregistrer, ainsi, une légère hausse de 0,3% durant toute l'année précédente, indique une publication de l'ONS sur l'indice de la production industriel-

le. Ce regain, quoique modéré, est synonyme d'une relance de la production de deux activités. Il s'agit de la branche de fabrication des liants hydrauliques qui a enregistré une hausse de 2,5% et de celle de la fabrication de produits en ciment et matériaux de construction divers (+7,3%) durant l'année 2013. La production des autres branches du secteur des matériaux de construction a reculé. En effet, après une hausse «importante» observée en 2012 (+13,6%), l'industrie du verre a reculé de 2,6% en 2013. La fabrication des matériaux de construction et produits rouges a également chuté durant les quatre tri-

mestres de l'année écoulée, situant le taux moyen annuel de croissance à 20%. Le secteur industriel public algérien a enregistré en 2013, une légère hausse de 0,8%, inférieure à celle enregistrée en 2012 (+1,6%), mais plus «importante» que celle de 2011 (+0,4%). Hors hydrocarbures, le taux de croissance industrielle a atteint 2,2%, contre 5,5% en 2012 et 2,4% en 2011, alors que le taux des industries manufacturières a augmenté de 1,8%, après une stagnation constatée l'année d'avant.

L. B.

Visites médicales de proximité De nombreux villages isolés concernés

LES HABITANTS de 27 villages de la wilaya de Tizi-Ouzou vont bénéficier de soins de proximité dans le cadre d'une campagne médicale, a-t-on appris lundi auprès de la wilaya. Cette campagne, qui débutera mercredi prochain, s'inscrit dans le cadre de l'application de la récente instruction du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, appelant à assurer des soins de proximité aux habitants des zones isolées et recluses non couvertes par la carte sanitaire, a-t-on précisé de même source. Cette opération sera encadrée par la direction locale de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, qui sera épaulée dans cette démarche par celle de la Protection civile. Les équipes médicales mobilisées à cet effet auront à sillonner, durant cette campagne qui se veut régulière, 27 villages dépendant de 19 communes et de 13 daïras.

O. B.

Algérie-OMC

Le processus d'accession «avance bien»

■ Le ministre du Commerce, Amara Benyounès, s'est félicité, dimanche à Alger, de l'avancement du processus d'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), précisant que la partie algérienne préparait les réponses aux questions adressées par plusieurs pays membres dans le cadre des négociations.

Par Salem K./APS

«**L**es négociations pour l'accession de l'Algérie à l'OMC avancent bien et nous sommes en train de préparer les réponses à plusieurs pays membres de l'organisation et

adressées dans le cadre des rencontres bilatérales et multilatérales pour l'accession à l'OMC», a-t-il déclaré à l'APS, en marge des débats autour du plan d'action du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale (APN).

«Dès que les négociations seront terminées et les décisions seront prises, nous allons procéder à cette accession avec accord de l'organisation», a-t-il encore précisé.

Concernant le retard qu'a connu le processus d'adhésion et la lenteur des discussions, M. Benyounès a affirmé que «le principe de l'accession a été retenu, mais au rythme de l'Algérie et surtout en préservant les intérêts de l'économie nationale».

«Nous n'allons pas brader l'économie du pays et nous allons défendre les intérêts de l'Algérie», a insisté le ministre.

Selon l'OMC, des réunions sont prévues dans le courant de l'année, «sous réserve que les questions des membres ainsi que les réponses accompagnées des informations de l'Algérie soient communiquées à temps».

L'OMC avait affirmé récemment que les négociations pour l'accession de l'Algérie progressent de manière «constructive sur le fond» et leur rythme «s'accélère». Le président du groupe de travail



Ph. /Le Jour.

chargé de l'accession de l'Algérie à l'OMC, l'argentin Alberto D'Alotto, avait indiqué en mars dernier à Genève que l'Algérie avait réalisé des «progrès substantiels» pour devenir membre de cette organisation et qu'elle devrait maintenir son rythme de travail pour atteindre son objectif. L'Algérie, qui a mené 12

rounds de négociations multilatérales, durant lesquels elle a traité 1 933 questions liées essentiellement à son système économique, s'appête à répondre aux questions et observations des pays membres de l'organisation.

L'Algérie est engagée dans le processus d'intégration du système commercial mondial

depuis juin 1987, date du dépôt de la demande officielle d'adhésion au GATT (accord général sur les tarifs et le commerce, ancêtre de l'OMC).

Mais les négociations n'ont été entamées concrètement qu'à partir de juillet 1996. La première réunion de travail avait eu lieu en avril 1998.

S.K./APS

Communication marketing mondiale Ooredoo et Messi lancent la campagne «Libère ton potentiel»

LE FOOTBALL et les technologies mobiles, thème de la première campagne de communication du Groupe avec l'Ambassadeur de la marque, Leo Messi. Ooredoo lance sa première campagne de communication marketing mondiale avec l'Ambassadeur de la marque, Leo Messi, et ce, dans le cadre de l'interaction de l'entreprise avec les fans de football et les utilisateurs des réseaux sociaux dans les différentes régions où elle est présente, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie. Cette campagne comprend un spot publicitaire international montrant les prouesses footballistiques de Messi, avec un groupe de jeunes talents des pays dans lesquels Ooredoo opère. Ce spot publicitaire sera renforcé par une large campagne sur les réseaux sociaux sous le slogan «Libère ton potentiel». Une campagne qui encourage les jeunes à poster des extraits vidéo de leurs compétences footballistiques tout en jouant dans les rues et les quartiers, sur un compte spécial sur Instagram # MeetMessi. Les meilleures participations seront mises en ligne sur une page spéciale sur Facebook et sur un site Internet dédié www.simplydowonders.com. Le participant lauréat gagnera un voyage à Barcelone (Espagne), tous frais payés, pour rencontrer Messi et assister à l'une des plus importantes rencontres de football. D' Nasser Marafih, président du conseil d'administration du groupe Ooredoo, a déclaré : «Le football enflamme la passion du public et réunit les communautés dans tous nos marchés, de l'Algérie à l'Indonésie en passant par la région du Golfe. Nous sommes fiers de lancer la campagne mondiale "Libère ton potentiel" avec Leo Messi, Ambassadeur de notre marque commerciale, à travers laquelle nous aspirons à montrer les compétences et les aspirations des jeunes dans les différentes régions du monde».

Hamid Z.

Gaz de schiste

Les compagnies américaines intéressées par le marché algérien

Les compagnies américaines sont intéressées par l'exploitation des hydrocarbures non conventionnelles en Algérie, a affirmé dimanche à Alger le secrétaire d'Etat américain à l'Energie, Ernest Moniz.

«Nos compagnies sont intéressées par le marché algérien parce qu'elles ont une grande expérience en matière (d'exploitation) de gaz et de pétrole de schiste qui nous a permis d'assurer un boom économique et une indépendance énergétique. J'espère que l'expertise acquise durant ces dernières années sera également utilisée en Algérie», a-t-il déclaré à l'issue de sa rencontre avec le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi.

Le secrétaire d'Etat américain à l'Energie, qui a eu une séance de travail au ministère de l'Energie, a fait part de «nombreuses opportunités» d'investissement que présente l'Algérie pour les hommes d'affaires améri-

cains dans le secteur de l'énergie.

«Il ne faut pas négliger non plus, le secteur off-shore en eau profonde (...) Beaucoup de sociétés activent dans ce domaine notamment dans le golfe du Mexique et leur expérience peut servir en Algérie où la profondeur de l'eau est à peu près similaire», a-t-il ajouté.

M. Moniz qui a visité la FIA s'est dit «impressionné» par la qualité des expositions, souhaitant que cette foire serve à «développer davantage la coopération entre les Etats-Unis et l'Algérie dans les énergies, hydrocarbures et autres secteurs où il existe un grand nombre d'opportunités pour les deux pays».

De son côté M. Yousfi a tenu à mettre en exergue «l'importance vitale» de la sécurité énergétique de nos jours, soulignant que «l'exploitation des hydrocarbures non conventionnelles a mis les Etats-Unis sur la

bonne voie pour parvenir à cet objectif».

«Avec la partie américaine, nous avons discuté des risques générés par l'exploitation des gaz et pétrole de schiste sur l'eau et des précautions à prendre dans le processus de production (...) Il s'avère que l'exploitation des hydrocarbures non conventionnelles n'est pas plus polluante que les autres ressources», a-t-il avancé. Le ministre de l'Energie a rappelé que l'Algérie est actuellement en train d'évaluer le potentiel en matière de gaz et pétrole de schiste et tente de déterminer la qualité de la roche afin d'étudier tous les impacts sur l'environnement. Selon M. Yousfi, les écrits sur les risques de pollution induits par l'exploitation des gaz de schistes sont «exagérés» et «il est absolument vital pour nous d'exploiter toutes les ressources possibles afin de parvenir à la sécurité énergétique».

Khaled Ch.

Frets maritimes

Frets secs et pétroliers en baisse en raison d'une faible activité

Les prix des transports de matières premières sèches ont globalement décliné au cours de la semaine dernière, écourtée par un jour férié lundi à Londres, et les frets pétroliers ont suivi la même tendance.

Indice phare du marché, le Baltic Dry Index (BDI), qui fournit une estimation moyenne des tarifs pratiqués sur 20 routes de

transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.), a fini vendredi à 934 points, au plus bas depuis mi-avril, contre 964 points une semaine auparavant.

Le Baltic Panamax Index (BPI), qui synthétise les tarifs pour quatre routes (la plupart pour les céréales) empruntées par des navires de la catégorie

«Panamax», appelés ainsi car leurs dimensions sont adaptées au passage du canal de Panama, a terminé à 872 points vendredi, au plus bas depuis un mois, contre 1 001 points une semaine auparavant.

Le Baltic Capesize Index 2014 (BCI 2014), qui compile les tarifs de la catégorie de navires «Capesize», forcés par leur taille

imposante à naviguer au large des caps Horn et de Bonne-Espérance, a terminé en revanche la semaine en hausse à 1 395 points, contre 1 358 points le vendredi précédent.

De leur côté, les tarifs des transports pétroliers ont aussi reculé la semaine dernière.

R. E.

Direction du commerce de Boumerdès

183 milliards pour la réalisation de 47 marchés

■ La wilaya de Boumerdès a bénéficié, dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014, d'un important programme de développement du secteur du commerce, d'une enveloppe financière de 183 milliards de centimes pour la réalisation de 47 projets.

Par A.Kichni

M^{me} Samia Ababssa, directrice par intérim a indiqué que parmi ces derniers, 11 marchés couverts inscrits dans le programme 2012 seront réceptionnés au mois de juillet prochain. Ces derniers ont été réalisés par l'entreprise publique Batimetal pour une autorisation programme de plus de 29 milliards de centimes. Chaque marché dispose de 40 places réservées pour le commerce des fruits et légumes et poissons, a précisé notre interlocutrice. Enchaînant, un autre programme d'aménagement de 17 marchés couverts (système modulaire) pour 59 milliards de centimes, inscrit en 2012 sont achevés ou en voie d'achèvement pour ne citer que ceux du Figuier, Takdempt (Dellys), Koudiet El Arais (Legata), quartier des 600 logements à Khemis El Khechna, Kherrouba et tant d'autres. M^{me} Ababssa a signalé que le projet inscrit au quartier des 1300 logements dans la commune de Khemis El Khechna a été transféré à Ouled Moussa. Pour les 7 marchés de proximité inscrits dans le programme du secteur en 2011 pour une autorisation programme de près de 5 milliards de centimes. Elle dira, hormis le marché de l'ex-souk el fellah à Zemmouri qui a atteint un taux de réalisation de 60 % et de Baghlia avec un taux de réalisation de 70%, tous les autres sont achevés

s'est-elle félicitée. Ces derniers accueillent 481 places et offrent près de 1 000 postes d'emploi.

Pour le marché de proximité du Figuier, faut-il le rappeler, que malgré l'espace adéquat réservé pour écouler leur marchandise en toute sérénité, les commerçants de l'informel du Figuier continuent de défier les autorités en soumettant leurs produits sur le bord de la route causant des désagréments quant à la circulation et plus particulièrement à la sortie des travailleurs habitant les régions orientales de la wilaya et les week-ends, notamment durant la saison estivale. Devant le mutisme des autorités, les automobilistes souffrent le martyre pour parcourir un réseau de moins d'un kilomètre entre Seghirat- Le Figuier-Seghirat.

Réhabiliter le marché de gros de Kherrouba, une priorité

Abordant le marché de gros de fruits et légumes de Kharrouba, la directrice du commerce dira «réhabiliter le marché de gros de fruits et légumes de Kherrouba, fermé depuis plus d'une décennie, conformément aux orientations du wali de Boumerdès, est une priorité». Lequel a été inauguré en 1996. Des démarches sont en cours au niveau de la commune de Kherrouba et des services de la wilaya, pour lever toutes les contraintes et autres réserves à l'origine de la situation illégale et



de la suspension de ce marché. Des réunions avec tous les parties entre autres, l'APC, la daïra de Boudouaou, la direction des ressources en eau ont été tenues pour trouver un consensus quant à la démolition des 38 carreaux commerciaux bâtis d'une manière illicite sur une conduite principale de l'AEP. Toutes les dispositions ont été prises, il ne reste que quelques détails pour mettre en exécution ces dernières, ajoutera-t-elle. Notre interlocutrice a indiqué que l'exploitation totale de cet espace commercial, relevant de la commune de Kherrouba, d'une superficie de 17 ha devrait générer près de 10 000 postes d'emploi directs et indirects et aussi d'importantes rentes au profit de la commune de

Kherrouba. Sa position géographique, situé à proximité des wilayas d'Alger, de Blida, de Bouira et Tizi-Ouzou et des principaux axes routiers du pays plaide en sa faveur pour le qualifier de marché à caractère régional et impulser une dynamique de développement au niveau de toute la région ouest de Boumerdès.

A l'issue de notre entretien, Samia Ababssa n'a pas manqué de rappeler les autres projets d'équipements publics inscrits dont la wilaya a bénéficié, citant, la réalisation d'un laboratoire de contrôle de la qualité à Boumerdès, le siège de la direction du commerce avec logement d'astreinte à Boumerdès, quatre sièges d'inspection territoriale de commerce à Dellys,

Boudouaou, Khemis El Khechna et Bordj-Menaïel.

A.K.

CHU de Béjaïa Journée sur la sécurité et la santé en milieu du travail

C'EST SOUS le slogan «La sécurité et la santé dans l'utilisation des produits chimiques en milieu de travail» que le service de médecine du travail du Centre hospitalo-universitaire de Béjaïa organise une journée de formation continue sur la sécurité et la santé en milieu professionnel. Cette manifestation scientifique aura lieu jeudi prochain au niveau du théâtre régional de Béjaïa. Au menu des communications pertinentes comme «les risques chimiques en milieu du travail, identification de risques chimiques, hiérarchisation du risque potentiel, risque chimique au niveau du laboratoire d'analyses médicales, aspect réglementaire du stockage, manipulation, transport des produits chimiques, risque CMR en milieu du travail, évaluation des troubles neuropsychiques chez les peintres dans deux ateliers de peinture de réfrigérateurs, asthme aux isocyanates : à propos d'un cas, etc». Ces communications vont être dispensées par des médecins et hospitalo-universitaires comme les D^r Derradj et Ouali, les P^r Nouasria et Boukerma, les D^r Tareb, Belaïd, etc. Les communications vont être suivies de débat.

Hocine C.

Mostaganem

Tous les sinistrés du séisme «seront pris en charge»

Tous les sinistrés du séisme qui a secoué les communes de Bouguirat (Mostaganem) et Yellal (Relizane) le 22 mai dernier seront pris en charge, a affirmé, dimanche à Mostaganem, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Ahmed Adli.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'évaluation des dégâts de ce tremblement de terre dans la commune de Bouguirat, M. Adli a indiqué que le ministre d'Etat ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaiz, s'est engagé à prendre en charge tous les sinistrés, en collaboration avec tous les ministères concernés.

Le même responsable a souligné également qu'aucune perte humaine n'a été relevée dans la commune de Bouguirat, sauf des dégâts matériels légers à l'exception d'une seule habitation qui sera démolie et la famille qui l'occupait bénéficiera d'une aide pour la reconstruire.

Concernant les équipements publics endommagés par le séisme, M. Adli a annoncé que toutes les fissures seront réparées dans les prochains jours.

Il a indiqué que les autorités locales des

communes de Bouguirat et Yellal ont pris toutes les mesures nécessaires lors de l'inspection des habitations endommagées, en collaboration avec l'instance de contrôle technique de construction (CTC) de Chlef.

Pour ce qui est de la commune de Yellal (Relizane), le SG du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a ajouté que tous les sinistrés ont été recensés et que l'APC et la daïra ont procédé à la remise de décisions d'aides.

M. Adli a inspecté, en compagnie des directeurs généraux de la Protection civile, le colonel Mustapha Lahbiri, et du Centre de recherche en astronomie et géophysique (CRAAG), Abdelkrim Yelles, des habitations endommagées par le séisme à Yellal et Bouguirat.

Pour sa part, le président directeur général du CTC de Chlef, Hamid Azzouz, a indiqué, en exposant le bilan d'intervention de ses services à Bouguirat, qu'une expertise technique a touché 874 constructions entre immeubles, habitations individuelles et huit équipements publics, soulignant que l'opération se poursuit.

Les enquêtes ont touché sept habitations classées en case verte «1», 596 classées en

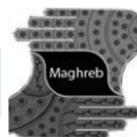
case verte «2», 258 classées en case orange «3», et une seule en case verte «5».

Huit édifices publics ont été également touchés, à savoir un lycée, un CEM, une piscine, une salle de sports, les sièges de la sûreté urbaine et de la brigade de Gendarmerie nationale et l'antenne de la Caisse nationale d'assurance sociale.

Dans ce cadre, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a insisté sur la poursuite des opérations d'expertise des habitations endommagées et l'établissement de fiches techniques pour effectuer des opérations de réhabilitation, ainsi que l'adoption, à l'avenir, de techniques antisismiques dans la réalisation de projets d'habitat et des équipements publics.

Des comités locaux au niveau de la daïra de Bouguirat ont recensé 1 987 habitations endommagées et 60 locaux commerciaux en zones urbaines et 2 300 habitations rurales.

Deux secousses telluriques de 4,1 et 5,2 degrés sur l'échelle Richter ont été enregistrées le 22 mai dernier. L'épicentre a été localisé à 17 et 10 km au sud-est de Mostaganem, selon le CRAAG. APS



Six soldats et un civil tués

Violents affrontements à Benghazi

■ Des groupes islamistes, dont Ansar Asharia, ont attaqué à l'arme lourde un camp militaire, faisant des morts et des blessés, selon le colonel Saad Al-Werfelli, commandant de la base aérienne de Benghazi. Les heurts ont fait au moins sept morts et 11 blessés, selon les bilans de deux hôpitaux de la ville.

Par Faten D./APS

Six soldats et un civil ont été tués lundi à Benghazi, dans l'est de la Libye, dans de violents affrontements entre des groupes islamistes et des forces armées loyales à un général dissident, ont indiqué des sources hospitalières.

Des groupes islamistes, dont Ansar Asharia, ont attaqué à l'arme lourde un camp militaire, faisant des morts et des blessés, selon le colonel Saad Al-Werfelli, commandant de la base aérienne de Benghazi. Les heurts ont fait au moins sept morts et 11 blessés, selon les bilans de deux hôpitaux de la ville.

«Des forces des Brigades de 17 février de Rafallah al-Sahati, d'Ansar Asharia et du Bouclier de Libye ont bombardé tôt lundi le camp 21, cernant les soldats qui y étaient et faisant des morts et des blessés», a poursuivi le colonel Al-Werfelli. Ce camp appartient aux unités d'élite de l'armée libyenne à Benghazi qui avaient apporté son appui au général Haftar.

En riposte, les forces de l'armée de l'air loyales au général dissident ont mené des raids

aériens contre les assaillants, a ajouté cet officier.

Il s'agit des affrontements les plus violents depuis ceux du 16 mai lorsque le général Haftar avait lancé sa campagne «Dignité» pour éradiquer les «groupes terroristes» dans l'est du pays. Ceux-ci ont fait au moins 76 morts.

F. D./APS



Droits de l'homme au Maroc

Des organisations tunisiennes condamnent les violations

Des organisations civiles tunisiennes, affiliées sous la «Coalition civile pour la défense de la liberté d'expression» ont condamné les «violations» et les «restrictions» contre les droits de l'homme au Maroc, dénonçant une «dégradation inquiétante» des libertés dans ce pays.

«Le souverain marocain Mohamed VI effectue une visite officielle en Tunisie, berceau des révolutions arabes, (...) au moment où la situation au Maroc est marquée par une série de violations et de restrictions contre la liberté de la presse et la liberté d'expression, une multiplication des procès contre les militants et les activistes des droits de l'Homme, et une dégradation inquiétante des libertés», a indiqué la coalition dans un communiqué.

La coalition a également exigé «la libéra-

tion de dizaines de jeunes activistes du Mouvement du 20 février qui sont encore en détention, et la cessation immédiate de la torture pratiquée par les forces de sécurité contre les prisonniers d'opinion».

Elle a, en outre, demandé «l'arrêt des procès contre les militants et les activistes, et l'interdiction d'instrumentaliser le système judiciaire pour frapper les libertés», ainsi que «l'abandon des poursuites judiciaires contre le journaliste Ali Anouzla qui est la cible, depuis septembre 2013, d'un véritable harcèlement politique visant à l'intimider et à étouffer sa voix».

La coalition a exigé aussi la «reconnaissance légale de l'association Freedom Now, un comité pour la protection de la liberté de la presse et d'expression au Maroc, et de

toutes les associations civiques pacifiques non encore reconnues».

Elle a considéré que «ces violations et ces restrictions ne font que confirmer davantage le classement médiocre du Maroc dans le domaine de la liberté de la presse et d'expression, et l'absence de toute volonté politique de consacrer les libertés publiques et individuelles».

Les membres de la Coalition civile pour la défense de la liberté d'expression ayant signé cette déclaration sont la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme, le Syndicat national des journalistes tunisiens, le Syndicat tunisien des radios libres, l'association «Vigilance» pour la démocratie et l'état civique, ainsi que le Centre de Tunis pour la liberté de la presse. **Slim N.**

Tunisie

Migrants doublement disparus



À leur arrivée à Lampedusa, les migrants son fichés

En 2011, 6 000 Tunisiens ont tenté de gagner clandestinement l'île de Lampedusa. Trois ans plus tard, des centaines de familles ne savent toujours pas ce que sont devenus leurs.

À chaque accalmie météorologique, le canal de Sicile prélève un tribut de vies humaines sur les contingents de jeunes encore attirés par le mirage européen. Depuis 2002, pas moins de 3 300 migrants africains ont trouvé la mort au large de Lampedusa, île italienne située à 160 km au sud de la Sicile. Dernier drame en date : le naufrage, le 12 mai, d'une embarca-

tion transportant 400 clandestins. Bilan : au moins 15 morts.

En Tunisie, 501 familles réclament avec insistance de savoir ce que sont devenus leurs enfants, dont elles sont sans nouvelles, pour certaines, depuis février 2011. Profitant de la confusion sécuritaire et d'un relâchement du contrôle des eaux territoriales, près de 6 000 Tunisiens avaient tenté de débarquer à Lampedusa dans les semaines qui ont suivi la révolution de janvier 2011. Beaucoup n'ont plus donné signe de vie. Abdelwaheb Haboubi, dont le frère, Mohamed, 24 ans, ne s'est

pas manifesté depuis septembre 2012, veut comprendre.

«Aucune des sept commissions judiciaires tuniso-italiennes n'a donné de résultat. Pourtant nous savons, à partir de témoignages ou pour les avoir vus dans des reportages à la télévision, que certains de nos proches sont bien arrivés en Italie. Nous voulons savoir ce qu'ils sont devenus. On sait que la mafia est complice des passeurs. À partir de là, on peut tout imaginer : trafic d'organes, de drogue... tout». Mais les portes se sont refermées une à une, et l'écoute bienveillante a fait place au silence.

Où vont les subventions européennes ?

Au consulat de Tunisie à Rome, un fonctionnaire a simplement enjoint à Abdelwaheb de ne plus appeler. «Je n'ai aucune réponse à vous donner», lui a-t-il asséné. Même black-out du côté du ministère des Affaires étrangères, de l'ex-secrétariat d'État à l'Immigration et aux Tunisiens à

leur sujet. «Il est difficile de comprendre que cette zone, plutôt réduite, échappe à la surveillance, et donc apparemment aux possibilités rapides de sauvetage», déplore de son côté Martine Vautrin Djedidi, conseillère à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), alors qu'Oumeya Seddik, chargé de mission auprès de l'ex-secrétariat d'État à l'Immigration, confiait, en 2012, après une enquête en Italie : «Ils sont tous morts». Mais alors pourquoi ne pas en aviser les familles ? «Les gouvernements ne veulent pas assumer leur responsabilité dans la mort de ces gens. En septembre 2013, 80 personnes n'ont pas été sauvées par les autorités italiennes malgré leurs appels au secours», accuse lmed Soltani, qui compte présenter le dossier des disparus tunisiens le 26 juin à Bruxelles et exige l'application du principe de la liberté de circulation figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le silence italien

lmed Soltani rappelle que ceux qui sont arrivés à Lampedusa ont été fichés et leurs empreintes relevées. Il s'étonne que l'Italie refuse de fournir la moindre information à

Frida Dahmani/JA



Proche-Orient

Le nouveau gouvernement palestinien d'union a prêté serment

■ Le nouveau gouvernement d'union nationale palestinien a prêté serment hier devant le président Mahmoud Abbas, un cabinet soutenu par le Hamas et composé de personnalités indépendantes qu'Israël a l'intention de boycotter.

Par Ali O.

«**A**ujourd'hui, avec la formation d'un gouvernement d'union nationale, nous annonçons la fin de la division palestinienne qui a fait beaucoup de tort à notre cause nationale», a déclaré M. Abbas à la Mouqataa, le siège de la présidence palestinienne à Ramallah (Cisjordanie), après la brève prestation de serment des ministres. Ce cabinet de «consensus», dirigé par le Premier ministre sortant Rami Hamdallah, est constitué de personnalités indépendantes et de technocrates. A Ghaza, le Hamas a salué un gouvernement d'union de «tous les Palestiniens».

Composé de 17 ministres, dont 5 de Ghaza, c'est un exécutif de transition qui a pour mission prioritaire de préparer des élections présidentielle et législatives d'ici la fin de l'année. Juste avant la prestation de serment, le Hamas et le Fatah nationaliste du président Abbas sont parvenus à aplanir les dernières divergences qui persistaient sur la composition du gouvernement.

La Hamas exigeait le maintien du ministère des Prisonniers et les deux parties sont venues d'en attribuer le portefeuille au Premier ministre, Rami Hamdallah, un universitaire respecté mais relativement peu connu à l'étranger. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dominée par le mouvement nationaliste Fatah de M. Abbas, et le Hamas avaient signé le 23 avril un nouvel accord de réconciliation pour mettre fin à la division politique depuis 2007 entre la Cisjordanie, dont l'Autorité palestinienne administre les zones autonomes, et la bande de Ghaza dirigée par le Hamas et sous blo-

cus israélien. Le président Abbas a d'ores et déjà promis que le nouveau gouvernement rejeterait la violence, reconnaîtrait Israël et respecterait les engagements internationaux, afin de rassurer la communauté internationale sur sa volonté de paix avec Israël.

Il a reçu dimanche un appel téléphonique du secrétaire d'État américain John Kerry et l'a informé des derniers développements, arguant que le nouveau gouvernement ne comportait aucun ministre du Fatah ou du Hamas, selon une source palestinienne informée.

Côté israélien, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a exhorté la communauté internationale à ne pas «se précipiter» pour reconnaître un gouvernement palestinien soutenu par le Hamas. «Le terrorisme islamiste redresse la tête en Europe, nous en avons vu l'illustration avec l'horrible crime commis au musée Juif de Bruxelles», a affirmé hier M. Netanyahu, dans une déclaration retransmise par la radio militaire. «Il est étrange pour moi que les pays européens condamnent fermement



ce crime tout en parlant avec ambiguïté, voire de façon amicale, d'un gouvernement avec le Hamas, une organisation terroriste qui se livre à ce genre de crime et qui en fait l'apologie», a souligné le Premier ministre. Le cabinet de sécurité israélien, chargé des décisions stratégiques, s'est réuni durant la nuit

de dimanche à hier, selon le *Jerusalem Post*, et a confirmé la décision de geler toutes les négociations avec l'Autorité palestinienne aussi longtemps qu'elle maintiendrait son accord avec le Hamas. En guise de rétorsion, le gouvernement de M. Netanyahu devrait aussi bloquer une partie des taxes qu'il per-

çoit chaque mois au nom des Palestiniens, au risque d'aggraver la situation financière de l'Autorité palestinienne.

Interrogé par l'AFP, le bureau de Benjamin Netanyahu s'est refusé à confirmer ou démentir ces informations. Le quotidien *Israël Hayom*, considéré comme le porte-voix du Premier ministre, a appelé à «une réponse intelligente» à la constitution du nouveau gouvernement palestinien. «Condamner et attendre», suggère le journal dans son éditorial. «A l'heure actuelle, il suffit de condamner le gouvernement palestinien auquel participe le Hamas et de proclamer que les négociations ne peuvent se poursuivre qu'avec Abou Mazen», a commenté le quotidien.

Selon deux ministres cités par le quotidien israélien *Haaretz*, M. Netanyahu a expliqué, lors de la réunion du cabinet de sécurité, qu'il avait reçu des assurances de John Kerry que les États-Unis «attendraient de voir» comment agit le gouvernement palestinien avant de décider de coopérer ou non avec lui. **A. O.**

Tuerie de Bruxelles

Les enquêteurs tentent de faire parler Nemmouche

Mehdi Nemmouche a-t-il agi seul ? Planifiait-il d'autres crimes ? Le suspect de la tuerie du Musée juif de Bruxelles était toujours en garde à vue hier et les enquêteurs tentaient de le faire parler. Les autorités françaises et belges se sont engagées à renforcer encore la lutte contre les filières qui recrutent des Européens pour en faire des candidats au jihad, notamment en Syrie où était passé ce Français de 29 ans après s'être

radicalisé, vraisemblablement en prison. Quatre personnes soupçonnées d'être liées à ces filières de recrutement ont été arrêtées hier matin en région parisienne et dans le sud de la France, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Elles ont été placées en garde à vue, a-t-on précisé de sources proches de l'enquête, mais n'ont pas de lien avec Mehdi Nemmouche. Depuis son arrestation vendredi à Marseille, ce dernier continue de garder le silence, selon une source proche du dossier. Sa garde à vue se déroule dans «des conditions exigeantes», a expliqué Bernard Cazeneuve. «Nous voulons tout savoir et nous voulons tout comprendre parce que c'est la bonne manière d'éviter que de tels actes se reproduisent». Pour lui, le jeune homme, arrêté avec un revolver, une kalachnikov et de nombreuses munitions, «était extrêmement dangereux» et «il est probable qu'il aurait continué à agir». Mais en l'absence d'élément circonstancié laissant penser qu'il comptait de nouveau passer à l'acte, les enquêteurs ne devraient pas retenir une menace imminente et la garde à vue ne devrait donc pas aller au-

delà de mardi, selon la source proche du dossier. Sans domicile fixe, voyageant en Europe sac à dos, le suspect originaire du Nord présente le «profil du loup solitaire», selon Bernard Cazeneuve, mais «l'enquête dira s'il a bénéficié ici ou là de complicités». Mehdi Nemmouche a été arrêté par les douaniers dans un autocar en provenance de Bruxelles. Comme 400 autres jihadistes partis en Syrie ou qui en sont revenus, il faisait l'objet d'une «fiche S» (sûreté de l'État), ainsi repéré comme une personne à surveiller, mais les services de renseignement avaient perdu sa trace jusqu'à cette interpellation. L'expertise balistique permettant d'avoir la certitude que les armes saisies sont bien celles utilisées par le tueur sera effectuée en Belgique. Pour autant, les enquêteurs semblent persuadés que Mehdi Nemmouche est bien l'homme qui a tué trois personnes et blessé une quatrième qui entre la vie et la mort le 24 mai au Musée juif de la capitale belge. Dans une vidéo retrouvée dans son appareil photo, on voit en effet les armes saisies sur lui et une voix, semblable à celle du suspect, déclare «avoir commis l'at-

tentat contre les juifs et vouloir mettre Bruxelles à feu et à sang», a rapporté dimanche le procureur fédéral du royaume, Frederic Van Leeuw. Par ailleurs, deux perquisitions ont eu lieu dimanche après-midi à Tourcoing (Nord) aux domiciles de la grand-mère et d'une des tantes de Mehdi Nemmouche, et d'autres de l'autre côté de la frontière belge, à Courtrai. «Malfrat qui s'est transformé en terroriste», selon la description de M. Cazeneuve, ce délinquant multirécidiviste a été condamné à sept reprises, la première fois en janvier 2004 par le tribunal des enfants de Lille pour vol avec violence, et incarcéré cinq fois. C'est lors de sa dernière période de détention, dans le sud de la France, entre 2007 et 2012, que le suspect, qui apparaît sur une image les cheveux noirs coupés courts, avec une fine moustache, une fine barbe et un physique corpulent, s'était «illustré par son prosélytisme extrémiste, fréquentant un groupe de détenus islamistes radicaux et faisant des appels à la prière collective en promenade», a expliqué le procureur de Paris, François Molins.



Points chauds

Triumvirat

Par Fouzia Mahmoudi

On se souvient qu'en décembre 2012, alors que l'UMP était au bord de l'implosion après les élections présidentielles internes débouchant sur la guerre des fillonistes et des coppéistes, Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin avaient été ceux qui avaient finalement réussi à raisonner François Fillon et Jean-François Copé en les poussant à une collaboration pour éviter que leur parti ne s'enfonçât dans le drame et le ridicule. Aujourd'hui, dix-huit mois plus tard, Raffarin et Juppé sont appelés à la rescousse après que Copé ait été poussé à démissionner suite à une sombre affaire de fausses factures et de millions de l'UMP dépensés dans la campagne de Nicolas Sarkozy. En effet, un triumvirat composé de Raffarin, Juppé et Fillon a été désigné pour diriger le parti jusqu'à nouvel ordre. Mais Alain Juppé avant d'accepter cette responsabilité veut prendre certaines précautions. «Je ne participerai au groupe des trois qu'à deux conditions : que la décision ne soit pas source de division mais soit prise de manière consensuelle ; que ce groupe ait les moyens d'organiser le fonctionnement de l'UMP sur des bases administratives et financières clarifiées», écrit-il sur son blog. Les trois anciens Premiers ministres, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon, ont fait savoir le 31 mai que la solution «politique» d'une direction collégiale de l'UMP trouvée cette semaine devra «être validée par un vote formel au cours d'un nouveau bureau politique statutaire avant le 15 juin». Par ailleurs, l'ancien Premier ministre et fondateur de l'UMP semble exiger sur son blog que Jean-François Copé se montre transparent avec ceux qui lui succéderont, alors qu'une enquête préliminaire est en cours sur les comptes de l'UMP et ses relations avec la société de communication Bygmalion. Sur le plan politique, l'on ne peut que se demander si cette nouvelle direction à trois têtes influera sur la ligne politique du parti, sachant que deux d'entre eux, Alain Juppé comme Jean-Pierre Raffarin, sont favorables à un rapprochement avec le centre en vue de 2017, alors que d'autres au sein du mouvement y sont opposés. Reste à savoir quelle ligne l'emportera à l'UMP, les modérés ou les partisans d'une droite dure, qui a déjà fait perdre Nicolas Sarkozy en 2012. **F. M.**

Irak

40 morts dans des violences, dont 22 à Fallouja

Au moins 40 personnes ont péri dans des affrontements et des bombardements dimanche en Irak, dont 22 à Fallouja, une ville située à 60 km à l'ouest de Bagdad et tenue par des insurgés, a-t-on appris hier de source médicale. Neuf personnes ont également été tuées hier dans des attentats à la bombe dans les environs de Bagdad, dans la province de Salaheddine, au nord de la capitale, et dans celles de Najaf et Zi Qar, situées dans le sud du pays d'ordinaire épargné par les violences, ont annoncé des responsables. Trois soldats ont été tués

dans un attentat suicide à la voiture piégée à Tarmiya, au nord de Bagdad. Au sud de la capitale, un collégien a été tué dans un attentat à la bombe près de son école à Mahmoudiya, et deux personnes sont mortes dans l'explosion d'une voiture piégée près d'une mosquée chiite à Iskandariya. Mahmoudiya et Iskandariya se situent dans une zone multiconfessionnelle surnommée le «Triangle de la mort» en raison des nombreuses violences qui s'y étaient produites au plus fort des affrontements confessionnels de 2006-2007. Deux soldats ont également

été tués dans l'explosion de trois bombes dans la province de Salaheddine, tandis que dans le sud du pays, à majorité chiite et d'ordinaire paisible, des bombes ont fait un mort et 36 blessés, selon des responsables médicaux et de la sécurité. Ces attentats se sont produits au lendemain d'une journée meurtrière où 40 personnes ont été tuées, dont 22 à Fallouja. Les violences, qui ont également fait 36 blessés, ont touché plusieurs secteurs de Fallouja et sa périphérie, a précisé Ahmed Shami, un médecin du principal hôpital de la ville.



Un film bouleversant sur un formidable retour à la vie

«De rouille et d'os» projeté à Alger

■ Samedi 31 mai à 18h, la Cinémathèque d'Alger a projeté «De rouille et d'os», 6^e et dernier film en date de Jacques Audiard venu pour l'occasion en Algérie présenter son film. Evènement organisé par l'Institut français d'Alger.

Par Dalila Ziani

Lorsqu'un ami offre à Jacques Audiard «Un goût de rouille et d'os», publié chez Albin Michel, le cinéaste d'«Un prophète» n'imagine pas qu'il tient avec ce formidable recueil de nouvelles la matière de son prochain long métrage.

De l'autre côté de l'Atlantique, Craig Davidson (écrivain canadien anglophone), fan de Stephen King et de Clive Barker ne peut pas plus songer que son livre, paru en 2005, inspirera l'un des films événements du Festival de Cannes nommé au César de 2013 du meilleur film.

Le recueil «Un goût de rouille et d'os», qui a enthousiasmé avant même sa parution nord-américaine, l'éditeur français Francis & Taylor qui dira que «J'ai eu le sentiment d'être face à quelqu'un qui sort du lot. Pas un écrivain consensuel, mais quelqu'un qui donne du corps aux

ques mots, bousculant le lecteur, le malmenant, pour finalement l'entraîner avec lui, dans sa quête de sens». Aussi ceux qui ont vu le film *De rouille et d'os* pourront retrouver l'univers violent et sensible de Craig Davidson, avec ses uppercuts à mains nues, ses mâchoires d'orque, ses chiens de toutes races et ses paumés – même si Audiard a composé une trame originale, à partir du matériau littéraire initial.

Pour ce film dont le titre sonne comme un polar, il s'agit d'un mélo pur et dur, tourné sous le soleil d'Antibes et noir comme le charbon. L'histoire ? Ali (Matthias Schoenaerts), jeune marginal sans le sou, rencontre Stéphanie (Marion Cotillard), dresseuse d'orques au parc aquatique d'Antibes, qui sera victime d'un terrible accident la privant de ses jambes.

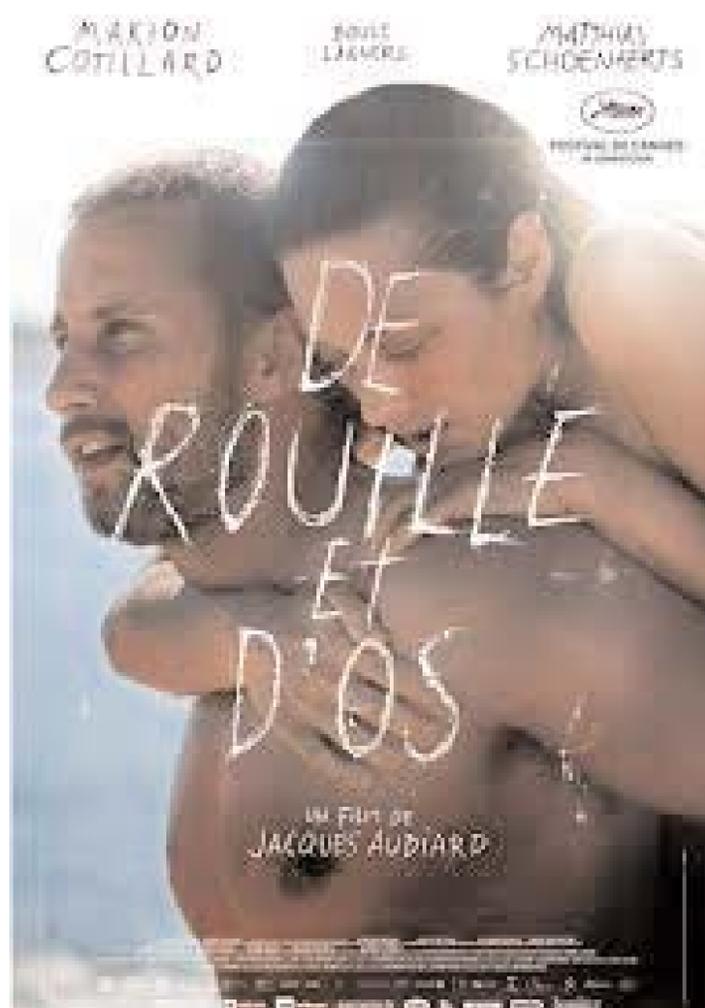
Entre eux se noue une relation singulière faisant évoluer les deux protagonistes ; Il va l'aider

simplement, sans compassion, sans pitié. Elle va revivre. Jacques Audiard filme ces deux destins cabossés et éclopés avec le talent qu'on lui connaît pour trailler nos émotions en scrutant l'âme de nos contemporains flirtant avec le pathos sans jamais y tomber malgré un sujet difficile et parfois d'une violence à la limite du supportable.

Ce film qui reste toutefois un véritable hymne à la vie sur fond social, malgré la force de sa violence, ses vicissitudes nous donne à espérer d'un monde meilleur (la question de l'héritage transparait en filigrane) où l'alliance magnifiée de deux faiblesses fait front contre l'injustice et la cruauté du monde. C'est pourquoi, le réalisateur nous confiera qu'il voulait «faire un mélodrame avec une fin heureuse».

Jacques Audiard en capturant ici la vie dans ses moindres craquements, nous a dressé un nouveau portrait rageur et brutal de la condition humaine, qui a laissé les spectateurs vidés, sonnés, exsangues mais non moins émus, et conquis si bien qu'une spectatrice nous livrera «avoir pénétré un véritable ascenseur émotionnel».

D. Z.



Du rythme et blues avec Roland Tchakounté

Le bluesman en «quest star» algéroise

Peu de temps après sa représentation à Tlemcen, le bluesman Roland Tchakounté se produira à Alger pour une soirée exceptionnelle. Les Jardins de l'Institut français seront le terrain de jeu du chanteur le 9 juin prochain à 20h, lors d'un concert à accès restreint.

Accompagné du musicien algérien Zami, Tchakounté proposera des compositions de jazz et de blues ainsi que des reprises, au grand bonheur des fans du genre. D'origine camerounaise, il a commencé son appren-

tissage musical avec les percussions puis la guitare. Il s'initie ensuite au piano et à l'harmonica et fait ses premières expériences de groupe au Cameroun comme bassiste chanteur dans des formations locales, spécialisées dans les reprises des chansons afro-américaines : Jimi Hendrix, James Brown, Wilson Pickett. Il attrape le virus du blues en écoutant *crawling kingsnake* de John Lee Hooker et souhaite devenir Bluesman. Il réussit à créer une synthèse entre ses racines africaines, ses influences blues et la

singularité d'interpréter son répertoire en «bamiléké», son dialecte maternel.

Roland Tchakounté qualifie sa musique de «mélodie sauvage» permettant d'aborder des sentiments tristes ou joyeux, mais aussi à exprimer l'état d'abandon dans lequel est laissé l'Afrique. Il admire les artistes tels que Sun House, Robert Johnson, Edmore James, Muddy Waters, et considère Ali Farka Touré et John Lee Hooker comme ses vrais maîtres.

Meriem Benchaouia

Il sera en compétition au 2^e Festival magrébin du cinéma

«Révolution Zendj» présenté à la presse

Le long métrage de fiction «Révolution Zendj» de l'Algérien Tariq Teguaia, une interrogation sur les luttes contre l'oppression dans le monde à travers l'enquête d'un journaliste algérien sur les traces d'un mouvement révolutionnaire au IX^e siècle en Irak, a été projeté à Alger à la presse. Réalisé en 2013, ce film de 135mn, troisième long métrage du cinéaste, raconte les pérégrinations entre l'Algérie, le Liban et l'Irak du reporter Ibn Batûta (Fethi Ghares), intrigué d'entendre de la bouche d'un émeutier de Ghardaïa le mot «Zendj», appellation désignant les esclaves qui se sont soulevés entre 869 et 883 à Bassorah (sud de l'Irak) contre le pouvoir du califat abasside. Désirant se rendre sur les lieux qui ont vu naître ce mouvement, il sera finalement envoyé par sa rédaction à Beyrouth où il

rencontrera «Nahla» (Diyanna Sabri), fille de révolutionnaires palestiniens exilés, qui continue à financer le combat de son pays grâce à l'argent des étudiants anarchistes grecs. La rencontre de ces deux personnages errants dans Beyrouth ou dans les camps de réfugiés palestiniens est inspirée du film «Nahla» (1979) de Farouk Beloufa où un journaliste algérien tombe amoureux d'une libanaise pendant qu'il couvre la guerre civile dans ce pays. Tariq Teguaia dit avoir utilisé des personnages similaires pour questionner «ce qui persiste, trente ans après, des luttes (panarabisme, cause palestinienne)» portées par le film de Beloufa. Cette interrogation, omniprésente dans le film, est, par ailleurs, illustrée par des scènes de débats ou suggérée par le cinéaste à travers la solitude du

personnage principal, «journaliste dilettante» obsédé par «les fantômes» des «Zendj» dont l'histoire n'est rapportée que dans les chroniques de ceux qui les avaient vaincus.

Le cinéaste a également choisi d'évoquer la lutte contre le «système capitaliste», à travers deux personnages d'agents secrets américains – en quête d'investissements pour construire un centre de loisirs en Irak – et par le militantisme des étudiants grecs. «J'ai voulu mettre en lien les différentes luttes en dessinant une carte des résistances à travers le monde», dira le cinéaste en parlant de la multiplicité des lieux et des combats dans ce film, écrit avant les révoltes populaires survenues dans le monde arabe depuis 2011. Cette œuvre, présentée avec un rythme lent et des plans qui jouent sur le contraste entre les pay-

sages urbains chaotiques et ceux naturels sublimés, tente également, selon le cinéaste, de rendre compte des «persistances des luttes ancestrales» (représentée par la révolutions des Zendj). Coproduit par l'Algérie, la France, le Liban et le Qatar ainsi que par la société privée Neffa Film, «Révolution Zendj» avait été présenté en avant-première mondiale au Festival international du cinéma de Rome (Italie) en décembre 2013. Le film a reçu le Grand Prix du 28^e Festival international de Belfort (France) ainsi que le «Prix Scribe pour le cinéma», décerné annuellement à une œuvre novatrice en hommage aux frères Lumières. «Révolution Zendj» sera, par ailleurs, en compétition officielle au 2^e Festival magrébin du cinéma, prévu du 4 au 11 juin à Alger.

L.K.

Rendez-vous culturels

Salle Ibn Khaldoun
5 juin :

Le groupe féminin Zalindé du Brésil anime une soirée artistique

Institut français d'Alger
Le 4 juin :

7 courts-métrages issus de la formation Béjaïa Doc seront projetés.

Le 09 juin :

Le bluesman Roland Tchakounté se produira à Alger pour une soirée exceptionnelle.

Jusqu'au 29 août :
Salon d'Été des Artistes Algériens

Cinémathèque d'Alger
Du 4 au 11 juin :
Festival d'Alger du Cinéma Maghrébin

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 5 juillet :
Exposition de photographies El moudjahidate, nos héroïnes», par les jeunes photographes Nadja Makhoulouf et Benyoucef Chérif, accompagnée de textes de l'historienne Malika El-Korso.

Coup-franc direct



Les décisions de la LFP

Par Anouar M.

Après l'affaire du plafonnement des salaires suite à la décision prise par les instances du football concernant les Ligues 1 et 2, voilà que la Ligue professionnelle de football prend une autre décision qui, même si elle est très avantageuse, risque de créer une autre polémique. La LFP a donc demandé aux clubs de compter sept joueurs dans leurs effectifs pour avantager la formation et réduire le recrutement tous azimuts de ces derniers temps. La Ligue veut encourager la formation qui devra être le credo de tous les clubs afin de réduire les dépenses de recrutement opérées à chaque saison par des clubs qui ne soucient que des résultats immédiats et optent généralement pour des joueurs chevronnés. Les responsables de la balle ronde nationale pensent que les choses doivent s'améliorer et qu'il faut donc relancer la formation, oubliée ces dernières années, et c'est pour cela que le football national a énormément régressé. Les clubs devront donc se mettre au travail pour tenter de relancer leurs équipes et oublier certaines mauvaises habitudes de recruter à chaque fois des joueurs de l'extérieur qui ne pourront pas remplacer les éléments du cru.

A. M.

Djebbar, président de la JS Saoura «Aucune offre pour Beldjilali de l'Etoile du Sahel»



Le président de la JS Saoura, Mohamed Djebbar, a indiqué dimanche n'avoir rien reçu de concret de la part de l'Etoile du Sahel (D1, Tunisie) ou d'un autre club étranger pour s'attacher les services de son joueur Kaddour Beldjilali, qui est lié avec le club de Ligue 1 algérienne de football pour une autre saison. «Pour le moment, nous n'avons reçu aucune proposition officielle de la part de l'Etoile du Sahel ou d'un autre club étranger pour le transfert de Beldjilali. Pour nous, ce joueur fait toujours partie

de l'effectif de la JSS, et tout ce qui se dit à propos de son transfert vers une autre formation n'est que simples spéculations», a déclaré à l'APS, le président du club du sud-ouest algérien. Beldjilali (26 ans) est considéré comme l'un des meilleurs joueurs du championnat d'Algérie. Auteur de deux belles saisons en L1, il a tapé dans l'œil de quelques clubs étrangers, notamment les Tunisiens. Selon la presse tunisienne, le natif d'Oran, qui s'était rendu la semaine dernière à Sousse, serait sur le point de rejoindre l'ES Sahel où évolue son compatriote Baghdad Bounedjah. «Nous ne sommes pas contre le désir de Beldjilali de vivre une expérience professionnelle à l'étranger, mais il faudrait d'abord qu'il y ait une offre concrète pour lui. De notre côté, nous n'avons pas l'intention de le bloquer, mais nous ne comptons pas non plus, le brader», a encore précisé le patron de la JSS, club qui s'appête à disputer sa troisième saison parmi l'élite.

Coupe d'Afrique de boxe L'EN en stage à Alger

La sélection algérienne masculine de boxe (seniors) a entamé hier au complexe sportif Sveltesse à Cheraga (Alger) un stage pré-compétitif qui se poursuivra jusqu'au 11 juin en vue de la Coupe d'Afrique des nations 2014 prévue du 14 au 21 juin à East London en Afrique du Sud.

L'équipe nationale seniors, conduite par Merchoud Behous, Boualem Ouadahi et Rabah Hamadache, effectue ce quatrième stage de préparation avec la participation de 12 pugilistes. «Ce quatrième stage de préparation intervient après celui effectué à Cuba qui a permis à nos boxeurs de se perfectionner sur le volet technico-tactique et de se mesurer aux boxeurs de haut niveau», a indiqué le DTN, Mourad Meziane. Le directeur technique national a estimé que le stage de Cuba a été «bénéfique à plus d'un titre» pour les boxeurs algériens qui avaient disputé des combats-tests face à leur homologues cubains, brésiliens, péruviens et vénézuéliens. «Le stage pré-compétitif d'Alger sera le dernier avant de rallier la ville d'East London en Afrique du Sud. Au cours de ce stage, le staff technique arrêtera la liste finale des



boxeurs qui prendront part à ces joutes africaines», a-t-il ajouté. Par ailleurs, la sélection féminine de boxe, composée de cinq pugilistes, entamera à partir de mercredi un stage de préparation en vue de la Coupe de la coupe d'Afrique en Afrique du Sud. L'Algérie est détentrice de la coupe d'Afrique des nations à deux reprises: en 2010 à Alger et 2012 au Botswana.

Boxeurs convoqués au stage :

Mohamed Flissi (49 kg), Lakhoud Hichem (52 kg), Ziani Djoudi (56 kg), Itim Khalil (56 Kg), Benbaaziz Réda (60 Kg), Abdelkader Chadi (64 kg), Nemmouchi Younes (69 kg), Tabi Sofiane (75 kg), Benchabla Abdelhafid (81 kg), Kalaouar Hichem (81 kg), Chouaib Boulouidinet (91 kg), Khimesse Mohamed (+91 kg).

Equipe nationale Halilhodzic veut secouer sa défense

Le coach national, Vahid Halilhodzic, compte secouer son compartiment défensif qui se serait mal comporté, selon lui, lors du match amical de samedi soir face à l'Arménie.

Par Anouar M.

En effet, le driver national n'était vraiment pas satisfait du rendement de certains éléments qui étaient très loin de leur niveau et notamment de celui du défenseur central de la formation anglaise de Watford, Essaid Belkalem, qui semblait dépassé par les événements. Ce dernier n'était pas le seul à



Halilhodzic en colère contre les défenseurs

être passé à côté, puisqu'on dénombre d'autres joueurs qui étaient vraiment out, selon beaucoup d'observateurs qui pensent qu'un grand travail attend les Verts qui doivent se reprendre avant l'entame du Mondial, surtout que cela ne pardonne pas face à des formations redoutables que sont la Belgique et la Russie.

Walid Saadi rentre avec l'IRM de Yebda

Comme prévu, juste avant 20h, le staff technique vient de récupérer les résultats de l'IRM. Walid Saadi, l'un des managers de l'EN, vient de rentrer à l'hôtel avec l'enveloppe contenant les résultats de l'imagerie à résonance magnétique qu'a passé Hassan Yebda ce matin. D'après l'information que nous venons d'avoir, l'IRM est bonne, rien de grave à priori.

Guedioura sacrifié

Le milieu de terrain, Adlène Guedioura est le dernier joueur sacrifié par le coach national, Vahid Halilhodzic, qui a décidé de l'écarter pour établir sa liste des 23 joueurs qui seront du voyage pour le Brésil. Guedioura était en ballottage avec l'autre milieu de terrain Hassan Yebda, mais il a décidé en fin de compte de choisir Guedioura qui n'est pas à cent pour cent de ses moyens.



A. M.

Roumanie

Piturca veut gagner face à l'Algérie

Le sélectionneur de l'équipe roumaine de football, Victor Piturca, a indiqué dimanche qu'il visait la victoire face à l'Algérie en match amical, mercredi au stade de Genève en Suisse (19h30 algériennes), au lendemain du succès décroché face à l'Albanie (1-0). «Je veux gagner face à l'Algérie, qui reste un adversaire d'un autre calibre par rapport à l'Albanie. L'équipe algérienne est composée de joueurs de valeur, ça sera un bon test pour nous», a affirmé le coach de la Roumanie, cité par le site de la Fédération roumaine (FRF). La Roumanie, non qualifiée pour le Mondial 2014 au Brésil (12 juin-13 juillet), prépare les éliminatoires de l'Euro 2016 qui débiteront en sep-



tembre prochain. Les Roumains figurent dans le groupe F, avec la Grèce, la Hongrie, la Finlande, l'Irlande du Nord et les Iles Féroé. De son côté, l'Algérie qui prépare la Coupe du

monde, s'est imposée samedi en amical face à l'Arménie (3-1) disputé à Sion (Suisse). «Je suis entièrement satisfait par la production de mon équipe face à l'Albanie. C'était un test réussi pour nous, le plus important est de continuer à travailler et surtout à parfaire les automatismes.

L'équipe pourra mieux jouer», a souligné Piturca. Au lendemain du match face à la Roumanie, les Verts bénéficieront de deux jours de repos, soit les 5 et 6 juin, avant de s'envoler pour le Brésil le samedi 7 juin dans la soirée, à bord d'un avion spécial. Au Mondial brésilien, l'Algérie évoluera dans le groupe H, avec la Belgique, la Russie et la Corée du Sud.

Ligue 1

La LFP insiste sur l'intégration de 7 joueurs du cru

Les clubs de L 1 de football sont tenus d'intégrer au moins sept joueurs issus de leurs catégories de jeunes dans leurs équipes premières en prévision de la saison 2014-2015, a rappelé la LFP. Cette disposition prise par le bureau fédéral de la FAF l'été dernier devait entrer en vigueur au cours de l'exercice précédent, mais la LFP s'était montrée «clément» avec les clubs qui, dans leur majorité écrasante, ont transgressé. Les responsables du football algérien avaient motivé cette mesure par leur désir d'encourager la formation au sein des clubs, un créneau délaissé, à leurs yeux, depuis plu-

sieurs années. Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, avait déclaré auparavant qu'il allait être «intransigent» avec les clubs dans l'application de cette nouvelle mesure à «partir de la saison prochaine». Le communiqué qui a consacré les travaux du dernier conseil d'administration de la LFP, confirme les intentions du premier responsable de la structure chargée de la gestion des deux championnats professionnels en Algérie. Rares sont les clubs de l'élite à miser sur les joueurs issus du cru. Pour la saison 2013-2014, seule l'USM Alger a procédé à la promotion de cinq joueurs espoirs qui

venaient d'être sacrés avec leur équipe champions d'Algérie de leur catégorie. Les présidents des clubs optent, lors de chaque intersaison, pour un recrutement tous azimuts contribuant ainsi dans la déperdition des jeunes talents.

Un phénomène qui a pris de l'ampleur depuis plusieurs années, notent les observateurs, estimant que cela s'est répercuté négativement sur les résultats des sélections algériennes des catégories jeunes sur la scène internationale.

Celle première est pratiquement composée de joueurs évoluant dans les championnats européens.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Le wali de Béjaïa hier à Darguina

«Les indus occupants de terrains seront délogés»

LA FORCE publique va être actionnée dans les prochaines semaines pour déloger les indus occupants des terrains au quartier de Saâdane, dans la commune de Darguina. C'est le wali qui l'a annoncé hier, lors de la visite qu'il a effectuée dans la région. Les occupants de ces terrains ont construit des maisons «illégalement». Lors d'une action récente, ces derniers ont réclamé la régularisation juridique des terrains. «La décision de déloger les occupants de ces terrains va être appliquée prochainement», a indiqué le wali à radio Soummam hier. Il a donné des instructions à l'entreprise chargée du projet de réalisation du lycée d'Aït Smaïl de finir les travaux pour que l'établissement soit fin prêt lors de la prochaine rentrée scolaire. Hammou Ahmed Touhami s'est enquis de l'avancement des travaux de construction d'un CFPD à Taskatiout, dont l'avancement des travaux a atteint les 60%. A Darguina, il a procédé à la pose de la première pierre d'une partie d'un programme de logements sociaux, etc. Dans une visite sur le terrain la veille, le premier responsable de la wilaya

de Béjaïa a mis en service le premier ouvrage d'art réalisé sur l'échangeur des «Quatre chemins». L'ouvrage est situé à l'entrée ouest de Béjaïa, plus précisément dans le sens de la longueur de la RN12. L'ouverture de cette voie de l'échangeur va sûrement désengorger la circulation au niveau des «Quatre chemins». Le reste des ouvrages, notamment le plus important, à savoir celui qui enjambrera la voie ferrée avec trois branches, sera lancé prochainement par une compagnie géotechnique complémentaire d'Alger pour parachever l'étude d'exécution ainsi que l'ENGOA, entreprise réalisatrice, qui soustrait une partie des projets avec les Italiens. Il y a lieu de noter que le wali a procédé à la pose, avant-hier, de la première pierre de deux projets, à savoir ceux des nouveaux sièges des directions des services agricoles et de l'urbanisme et de la construction. A l'occasion de cette visite, les bénéficiaires d'un projet immobilier initié par l'Agence foncière de Béjaïa ont reçu les clés de leurs logements des mains du wali.

Hocine Cherfa

Au programme du 7^e Feliv

Histoire, photo et littérature à l'ère des réseaux sociaux

LE 7^e FESTIVAL international de la littérature et du livre de jeunesse (Feliv), prévu du 11 au 20 juin à Alger, consacrera ses rencontres aux rapports entre littérature, histoire et bouleversements numériques du XXI^e siècle, selon le programme dévoilé hier par les organisateurs. Des auteurs et universitaires en provenance de vingt pays aborderont des thèmes comme l'écriture après les conflits violents, les identités à l'ère des réseaux sociaux ou encore l'influence des nouvelles technologies sur les formes littéraires. En plus des habituelles rencontres d'écrivains et ateliers pour enfants, une exposition du photographe italien Francesco Gattoni sera visible sur les quais de trois stations du métro d'Alger. Initié en 2012, le partenariat entre le Feliv et l'Entreprise du métro d'Alger proposait jusqu'à présent des expositions et des espaces ludiques pour enfants uniquement à l'entrée des stations. Intitulée «Ecrivains du monde, mondes d'écrivains» cette exposition, regroupant des portraits de 50 auteurs, sera également présentée à l'esplanade de Riad El Feth, principal site du Feliv. Autre nouveauté, la programmation de rencontres dédiées à la littérature jeunesse (littérature kabyle pour enfants et littérature jeunesse au Maghreb), des thèmes absents des programmes des pré-

cédentes éditions. Un atelier d'écriture de livre jeunesse sera par ailleurs animé par l'écrivain algérien Mohamed Kacimi, en plus de deux ateliers (en arabe et en français) d'écriture romanesque. Les organisateurs ont également prévu de rendre hommage au Prix Nobel colombien de littérature décédé en avril dernier, Gabriel Garcia Marquez, ainsi qu'au journaliste et écrivain algérien Mohamed Dorbhan. Auteur du roman «Les neufs jours de l'inspecteur Salaheddine», publié en 2011 à titre posthume, Mohamed Dorbhan est décédé lors de l'attentat terroriste qui a ciblé la Maison de la presse Tahar-Djaout le 11 février 1996 à Alger. Des concerts de musique sont par ailleurs prévus pour cette 7^e édition. Ils seront animés par des artistes algériens, brésiliens, français et libanais. Une soixantaine d'éditeurs algériens devraient présenter leurs publications dans des stands à l'esplanade de Riad El Feth, en plus des deux stands internationaux (littérature et jeunesse) regroupant 3 800 titres, selon le commissaire de la manifestation, Azzeddine Guerfi. Il a également indiqué qu'une partie des activités du Festival (rencontres, ateliers) se tiendra à Blida, Boumerdès et dans la commune de Aïn Taya à Alger.

Samah K.

L'ALGÉRIE N'AURA PLUS DE PÉTROLE ET GAZ À L'HORIZON 2030



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Plus de 40 mm de pluie en 24 heures

■ Des dégâts ont été causés par les fortes chutes de pluie qui ont été enregistrées durant les dernières 48 heures sur la région.

Par Hamid Messir

L'effondrement du mur d'une habitation sur la toiture d'une maison mitoyenne, survenu hier matin au village Ait Said dans la commune de Mizrana (30 km au nord de la wilaya de Tizi Ouzou), a provoqué un choc à deux femmes âgées de 73 et 75 ans, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Cela a également causé des dégâts à la toiture de l'habitation en question. Alors qu'à Tala Bounane dans la commune de Ait Aissi (11 km au sud de Tizi Ouzou), c'est un mur de clôture qui s'est effondré durant la matinée d'hier sans faire de victime, fort heureusement. Toujours selon la Protection civile, à Al Ainseur dans la commune de Draa El Mizan (35 km au sud-ouest de Tizi Ouzou), une maison en terre menaçait de s'effondrer. Ces dégâts ont été causés par les fortes chutes de pluies qui ont été enregistrées durant les dernières 48 heures sur la région.

Selon les services de Météo Algérie, le cumul de ces pluies a atteint durant les dernières 24 heures plus de 40 mm. H. M.

Des pluies tardives mais bénéfiques pour l'agriculture

Les pluies tardives qui s'abattent depuis dimanche sur la wilaya de Tizi-Ouzou sont bénéfiques pour l'agriculture, notamment l'arboriculture et les cultures maraîchères, a indiqué lundi un responsable à la direction locale des services agricoles (DSA). Pour le chef de service Organisation de la production et de l'appui technique (OPAT) à la DSA, Chebbah Sid Ahmed, ces pluies sont profitables pour l'arboriculture fruitière pratiquée localement. Ces précipitations n'étant pas torrentielles, elles ne risquent pas de faire tomber les fruits et permettront d'avoir une bonne récolte d'olives et de figues. «Après un mois de mai plutôt chaud et sec, ces pluies arrivent à temps pour permettre aux 230 000 oliviers, plantés dans le

cadre du programme de reconstitution des oliveraies détruites par les feux de forêt qui se déclarent en été, de bien se développer», a-t-il observé. Les cultures maraîchères profiteront également de cet apport en eau, notamment la pomme de terre qui est en pleine saison de récolte, a ajouté M. Chebbah. Concernant l'impact de ces pluies sur le remplissage du barrage de Taksebt, la direction locale de l'Agence nationale des barrages (ANBT) a indiqué que les 43 mm de précipitations enregistrées ces dernières heures, représentent un apport en eau «insignifiant» pour cette infrastructure hydrique, qui affiche actuellement un taux de remplissage de 95,67% alors qu'il était de 100% le 26 avril dernier. APS

Décès

Le corps de la chanteuse Nora rapatrié demain

LE CORPS de la chanteuse Nora, décédée dimanche dans un hôpital parisien suite à une longue maladie, sera rapatrié demain en Algérie, a appris l'APS auprès de l'entourage artistique de la défunte à Paris. «Le corps de la défunte chanteuse sera acheminé par un vol d'Aigle Azur le 4 juin à midi. Il sera en début d'après-midi à l'aéroport Houari-Boumediène d'Alger», a indiqué un coordinateur artistique dans la capitale française, Farid Ouahmed. Le lendemain, jeudi, la chanteuse populaire algérienne sera enterrée, pour exaucer son dernier vœu, parmi les siens au cimetière de Sidi Yahia, sur les hauteurs d'Alger, a précisé la même source. La levée du corps est prévue aujourd'hui à 13 heures à l'hôpital parisien

Lariboisière, dans le 10^e arrondissement. Née Fatima-Zohra Badji, Nora est reconnue comme la première chanteuse qui a bénéficié du statut de star par des thèmes proches à tous les Algériens en interprétant le thème de l'exil (ghorba) avec «Gal el Menfi» (le banni), celui de l'amour avec «Houa, houa» (lui, lui) et en exploitant différents registres des folklores régionaux. Elle est la première chanteuse maghrébine à obtenir un disque d'or au début des années 70. Une soirée artistique a été organisée en mars 2012 à Alger en l'honneur de l'artiste, dont la discographie comporte plus de 500 titres de chansons en langues arabe, kabyle et même française.

APS